



Textes et contributions de Démocratie révolutionnaire au congrès du NPA

Supplément à DR n° 267 du 18 décembre 2022

Avant le CPN des 22-23 octobre :

- **Un tournant historique inédit qui exige des réponses inédites** – 10-07-2022 – DR n° 248 – Texte collectif
- **La période et nos tâches, contribution aux discussions au sein du NPA** – 25-09-2022 – DR n° 255 – Texte collectif

Au CPN du 22-23 octobre, notre déclaration et les 3 motions :

- **Motions soumises à la discussion et au vote du congrès par démocratie révolutionnaire**

Dans le cadre de la discussion préparatoire au congrès :

- **Le NPA menacé de scission, énième épisode des divisions du mouvement trotskyste désarmé face à la nouvelle période** – 30-10-2022 – DR n° 260 – Yvan Lemaitre
- **Contributions au BI de discussion n°1 du 3 novembre**
 - **Rassembler et débattre, Démocratie révolutionnaire soutient la Pf-C, « Actualité et urgence de la révolution », et présente 3 motions** – Yvan Lemaitre
 - **Une discussion sur un fait majeur, la guerre en Ukraine, qui a bien du mal à s’engager** – Galia Trépère
 - **Une politique et un front de classe pour combattre l’offensive réactionnaire, fascisante des classes dominantes** – Laurent Delage
 - **Au cœur de nos débats, la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé et la nécessité d’actualiser la perspective révolutionnaire** – Daniel Minvielle
 - **Face à l’impasse de la Nupes et du populisme de gauche, surmonter le sectarisme et oeuvrer à l’unité des révolutionnaires** – Isabelle Ufferte
 - **Guerre en Ukraine, préparatifs de guerre autour de Taïwan, la lutte pour la paix et le droit des peuples, une lutte de classe internationaliste** – François Minvielle
- **Contributions au BI de discussion n°2 du 18 novembre**
 - **Face aux dirigeants du monde qui préparent la guerre : quelle politique pour les révolutionnaires ?** – François
 - **Devenir la section française de la IV ou « la perspective de la constitution d’une nouvelle internationale » ? Deux orientations en contradiction** – Yvan Lemaitre
 - **Fin du mois, fin du monde, la catastrophe écologique élément de la déroute globale du capitalisme qui exige une réponse globale, internationaliste** – Bruno Bajou
 - **3 motions de Démocratie révolutionnaire en soutien et complément de la PfC** – DR
 - **« Centralisme démocratique » ou démocratie, vivante, révolutionnaire ?** - Galia Trépère

Un tournant historique inédit qui exige des réponses inédites

DR 248 - 10 juillet 2022 - Texte collectif

La situation sociale et politique nationale et internationale est déterminée, quant au fond, par l'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé qui entraîne l'ensemble de la planète dans une crise globale financière, économique, sociale, écologique sans autre réponse de la part des classes dominantes et des États qui les servent qu'une fuite en avant spéculative et guerrière, qui broie les populations et détruit la nature. Elle s'accompagne d'une offensive réactionnaire nationaliste, belliciste, d'une remise en cause des droits démocratiques et des droits des femmes en particulier au sein de la première puissance mondiale.

Il est aujourd'hui évident que la seule responsabilité criminelle de Poutine ne suffit pas à expliquer la guerre en Ukraine et son développement tragique. La politique de Biden et des USA se battant pour perpétuer leur hégémonie mondiale est un facteur déterminant dans son déclenchement, sa poursuite et aussi dans la montée du militarisme qui en est le corollaire à l'échelle internationale. Les populations d'Ukraine sont sacrifiées aux rivalités entre grandes puissances, à la concurrence globalisée et militarisée qui régit les relations internationales dans le monde capitaliste.

En toile de fond de la guerre, il y a la lutte des USA contre la Chine qui était à l'ordre du jour du G7 ainsi que du sommet de l'Otan dans le contexte des rivalités multipolaires économiques et géostratégiques dont atteste la tenue, au même moment, du sommet virtuel des 5 pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui représentent la moitié de la population et un quart du commerce dans le monde, et auquel étaient invitées 12 nations dont l'Indonésie, l'Égypte, le Kazakhstan, le Sénégal, la Thaïlande, l'Argentine, le Pakistan, le Nigeria, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis ou l'Algérie.

La pandémie de covid nous a été présentée pendant des mois comme la cause de tous les maux. Depuis son déclenchement, c'est au tour de la guerre en Ukraine d'endosser ce rôle. Mais elles sont elles-mêmes une des multiples conséquences de la marche incontrôlable d'un mode de production destructeur et prédateur mu par la seule logique du profit immédiat qu'elles contribuent l'une et l'autre à aggraver de façon dramatique.

La crise globale du capitalisme prend la forme de ce que les économistes appellent stagflation, une hausse incontrôlable des prix dans une économie en panne de croissance, voire en récession. La cause première en est que, dans sa fuite en avant folle et destructrice, le capitalisme a atteint les limites au-delà desquelles il devient incapable de tirer de l'exploitation humaine et des richesses de la nature suffisamment de profit pour satisfaire aux exigences de la concentration d'un capital en permanente expansion. La concurrence s'exacerbe, se transformant en conflits de plus en plus ouverts, jusqu'à la guerre, contribuant à perturber encore plus le système économique comme les équilibres naturels. Sur les marchés financiers, en particulier des matières premières minières et agricoles et de l'énergie, les capitalistes spéculent pour tirer profit de ces perturbations et s'enrichir de façon exponentielle. En plus de précipiter des millions de personnes dans la misère, la famine, la flambée des prix qui en résulte et qui s'étend progressivement à l'ensemble des biens et services contribue à créer les conditions de la récession.

Les contradictions entre la propriété privée capitaliste et la socialisation croissante de la production sont exacerbées à l'échelle d'une économie financiarisée et mondialisée en proie à de multiples convulsions géopolitiques sous les coups de l'exacerbation de la concurrence.

Une gifle pour Macron et la crise des institutions qui mûrit

Ce contexte international souligne le contenu dérisoire de la politique spectacle qu'a donné à voir la longue séquence électorale qui s'achève, cette machine électorale qui sélectionne celles et ceux qui vont continuer à faire vivre le théâtre d'ombres du parlement, des institutions, masque du véritable pouvoir du capital. Macron et son parti ont pris une gifle. Ils n'ont qu'une majorité relative et devront cohabiter avec une opposition où l'extrême droite, le RN, occupe une solide et menaçante position alors que la bulle Zemmour, produit du marketing médiatique, s'est dégonflée. Si Mélenchon a perdu son coup de bluff, il ne sera pas Premier ministre, la Nupes a obtenu 142 députés en recollant les morceaux d'une gauche faillie et brisée sans pour autant réaliser un score de beaucoup supérieur à celui de la gauche en 2017. Quant à LR, avec 61 députés, il espère tirer son épingle du jeu des difficultés de Macron pour monnayer son soutien... Tentant encore de se placer au-dessus de la mêlée, Macron poursuit la chimère d'un « *gouvernement d'unité nationale* » qu'il a chargé Elisabeth Borne de constituer, « *un gouvernement d'action* » qui pourrait aller « *des communistes au LR* », à l'exclusion de LFI et du RN qui ne seraient pas « *des partis de gouvernement* ». Une chimère ou plutôt une manœuvre politicienne pour tenter de garder le contrôle d'une situation qui lui échappe et tester l'opposition qui, toute, a tenu à manifester son sens des responsabilités.

L'abstention est en réalité, avec près de 54 %, le fait dominant de ce deuxième tour qui, annoncé à longueur de débat comme décisif, historique, a laissé indifférent voire a suscité un rejet lucide, celui d'une démocratie soumise entièrement aux intérêts et au diktat de la finance qui non seulement contrôle et dirige l'économie mais, par la dette publique, tient l'État dans sa main sans parler de l'impuissance de ce monde politique narcissique aveuglé par lui-même.

La fonction réelle du parlementarisme est de permettre à la bourgeoisie de gérer ses affaires dans une relative stabilité politique, un consensus national qu'aucun parti parlementaire ne remet en cause ni ne conteste. Le problème pour la bourgeoisie est que la machine est grippée. La confrontation entre les discours politiques et la réalité des politiques menées par les partis au gouvernement ou leur politique au parlement les discrédite de plus en plus.

La majorité de la population échappe à tout contrôle des appareils et chapelles idéologiques, les cerveaux se libèrent, la parole aussi. Le voile se lève sur la fonction réelle de l'État, de sa police, servir la bourgeoisie, les classes privilégiées et maintenir un ordre injuste et inégalitaire, destructeur et prédateur. La fonction de l'État et celle aussi des politiciens parlementaires... Une profonde crise politique mûrit.

Le RN postule pour la suite comme parti de l'ordre capitaliste

Avec 89 députés, le RN est le véritable vainqueur de ces élections puisqu'il ne comptait que huit députés sous la précédente législature. Il était présent au second tour dans plus de deux cents circonscriptions, deux fois plus qu'il y a cinq ans. Scrutin après scrutin, il poursuit sa progression et confirme que dans la recomposition qui se poursuit à l'échelle nationale, il est bien une réelle menace pour l'avenir dans le contexte de guerre et de crise politique et sociale. Si Zemmour et Reconquête ont pris une claque sévère -tous leurs candidats étaient éliminés dès le premier tour-, l'écho qu'ils ont rencontré dans l'électorat de droite indique la direction que va prendre le RN « dédiable ».

La « crise de la démocratie » donne à l'extrême droite sa fonction et sa raison d'être. Marine Le Pen se porte candidate à un pouvoir fort qui ferait d'une partie de la population ses supplétifs idéologiques et policiers pour propager les préjugés racistes et les mettre en œuvre dans la vie quotidienne, y compris par la violence physique, tournée aussi contre les travailleurs, les exploités, les militants syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier. Il est probable qu'une partie du patronat voit dans l'extrême-droite une force qui pourrait lui être utile en préparation des tensions sociales et politiques à venir. Marine Le Pen a réussi à vaincre l'ostracisme dont elle était l'objet y compris de la part de la vieille droite issue du gaullisme que le RN se permet cependant de provoquer dès le jour de l'installation de la nouvelle Assemblée en affichant sa solidarité avec l'OAS tout en insultant la lutte du peuple algérien et ses soutiens. Une provocation à l'image de sa politique à venir. Et elle peut faire confiance à Macron pour poursuivre une politique qui nourrira le mécontentement tout en préparant le terrain idéologique de la progression des préjugés de l'extrême droite.

Un populisme de gauche qui se camoufle en union de la gauche

Le relatif succès de la Nupes n'est en rien une réponse aux attaques sociales annoncées ni à la menace de l'extrême droite. La réponse ne peut être mise en œuvre que par une mobilisation radicale qui conteste le système dans son ensemble. Mélenchon a su comprendre et saisir l'occasion pour développer une stratégie parlementaire de conquête du pouvoir y compris après son échec à la présidentielle. Il a su inscrire LFI dans une bataille électorale inédite alors que le mouvement révolutionnaire était, lui, incapable de comprendre et de saisir les possibilités nouvelles pour fonder sa propre stratégie.

Sa campagne a eu la force de poser la question du pouvoir, qui dirige au service de quels intérêts sociaux, bataille politique, prisonnière du cadre institutionnel, mais qui posait la bonne question tout en y apportant une réponse sans issue. Elle a cependant permis à Mélenchon de capter un électorat radical, ouvrier, populaire, jeune alors que le mouvement révolutionnaire était, lui, incapable de poser et de formuler une réponse à cette question centrale du pouvoir.

Cela lui a valu une large sympathie tout autant qu'une hostilité du bloc réactionnaire, dénonçant « *la gauche néo-trotskiste...* », « *une gauche islamo-gauchiste* » « *une extrême gauche anarchiste* » ! Le propos ridicule relève de la propagande la plus grossière, mais il est aussi l'expression déformée, caricaturale, de la question qui est au cœur de tout le débat politique, au cœur des luttes aussi, qui dirige, pourquoi, la question aussi de l'impérieuse nécessité de changer radicalement la façon de produire et d'échanger, de mettre fin à la domination capitaliste.

C'est là aussi le talon d'Achille de la Nupes, la contradiction entre les proclamations et la politique parlementaire qui, comme l'indiquait le programme partagé, visera à : « *Assumer la place dans le monde d'une France indépendante* », « *Construire une défense indépendante, républicaine et populaire* »... Loin de constituer une rupture avec la domination capitaliste, ce programme s'avère être une impasse politique, un leurre destiné à tenter de détourner sur un terrain électoral, de surcroît nationaliste, celles et ceux pour qui « changer le monde » est une urgence. Son échec annoncé ouvrira vite la porte à de nouveaux besoins, la nécessité de réponses politiques nouvelles, d'un programme et d'une stratégie révolutionnaire.

Développer une politique d'indépendance de classe, un plan pour les mobilisations

Les militants du mouvement ouvrier ont pour tâche d'affranchir la classe des salarié.es, des exploités.es, des préjugés électoralistes et parlementaires qui les soumettent à l'ordre bourgeois, pour les aider à comprendre le rôle de l'État et des institutions, pour prendre confiance en elles. Ils ont besoin d'un programme pour les luttes de classe qui réponde à la déroute capitaliste en cours et soit avant tout une politique qui lie les mobilisations, la lutte pour se protéger et se défendre contre les conséquences de la faillite du système, les évolutions de conscience, à la lutte pour le pouvoir.

Contribuer à l'évolution des consciences consiste à affirmer la nécessité que les travailleur.es, les classes populaires, prennent collectivement, démocratiquement, le contrôle du fonctionnement de la société, en le retirant des mains des capitalistes et des politiciens qui la conduisent à la ruine. Mettre fin aux rapports d'exploitation, c'est aussi mettre fin à l'instrument politique de domination de la bourgeoisie, son État et ses institutions, en le remplaçant par l'instrument de la domination des classes exploitées, un pouvoir ouvrier, un gouvernement des travailleurs pour prendre le contrôle de l'économie, de l'appareil de production et d'échange, en priorité des multinationales qui le structurent à travers leurs filiales et sous-traitants, en expropriant leurs actionnaires. Au contraire des souverainistes qui prétendent vouloir « relocaliser » les productions, les travailleurs se situent dans une perspective de coopération internationale pour réorganiser les chaînes de production et d'échange en fonction des intérêts généraux. Dans une même perspective internationaliste, les liens qui existent au sein de l'Union européenne sont la base objective de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples, étape vers la construction d'un ordre nouveau fondé sur la coopération et la solidarité.

Face à la flambée des prix, la politique du gouvernement vise à éviter l'explosion sociale tout en protégeant les intérêts du patronat. Loin de répondre aux besoins élémentaires, elle vise à mettre en œuvre « *l'économie de guerre* » de Macron. Les travailleurs ont besoin d'y opposer leur propre plan sans se laisser étouffer par l'union nationale pour oser remettre en cause la logique patronale. Ils ont besoin d'une augmentation générale mais aussi d'une échelle mobile des salaires, en contrôlant eux-mêmes les prix comme les spéculations des grands groupes. La défense du pouvoir d'achat, c'est aussi la lutte contre les licenciements, la précarité qui explosent. Il est indispensable de partager le travail entre tous sous le contrôle direct des salarié-e-s, en lien avec les associations de précaires et de chômeurs.

La crise politique en cours affaiblit le pouvoir comme le patronat, cela ne peut qu'aider à construire la riposte sur les salaires, les retraites à condition que nous soyons à même de construire une contre-offensive en toute indépendance sans rien attendre des jeux parlementaires.

Loin de l'agitation politicienne du Parlement, les grèves sur les salaires reprennent après une première vague en début d'année, aussi bien dans des PME que dans des grands groupes. Ces grèves se déroulent dans un contexte de luttes salariales en Europe.

L'heure est au blocage de l'économie, de la machine à profits, par les grèves, les manifestations, pour les salaires, les retraites, contre le chômage.

Pour une stratégie d'unité des révolutionnaires

A travers les élections, se sont exprimés un rejet sans perspective du système, un réel écœurement des jeux politiques, en même temps que renaît, en particulier dans les milieux militants, l'espoir de pouvoir changer le monde, même s'il prend la forme d'illusions électoralistes et parlementaires, institutionnelles. Il y a là deux formes d'expression des évolutions des consciences, d'une révolte ouvrière et populaire qui prépare des explosions sociales et politiques à venir, premiers moments d'affrontements plus larges. L'enjeu de la bataille politique qui commence est de les dépasser l'une et l'autre pour construire une perspective révolutionnaire qui permette d'armer la révolte d'une volonté politique indépendante des illusions parlementaires, électoralistes, qui encourage chacune et chacun à devenir les acteurs conscients d'un mouvement collectif par en bas. Oser imaginer, penser le pouvoir hors de cette république dont les uns et les autres nous rebattent les oreilles pour imaginer une république sociale, démocratique et révolutionnaire.

Ces évolutions sont inscrites dans les transformations de la société sous la pression de la déroute du capitalisme à l'échelle mondiale. Un conflit de classe international est en cours, qui entraîne les travailleurs à entrer en lutte et accroît la conscience d'intérêts communs par-delà les frontières. Il porte en lui les réponses à l'impasse dramatique du capitalisme dans la perspective de la contestation du pouvoir de la finance pour transférer le pouvoir aux travailleurs, à la population.

Notre tâche est de trouver notre place dans ces évolutions spontanées naissant du conflit de classe pour leur donner la conscience d'elles-mêmes, de leurs ennemis et faux amis afin de changer les rapports de force, rompre avec le nationalisme et le parlementarisme pour conquérir des positions dans l'objectif de prendre en main le contrôle de la marche de la société.

Assumer ses responsabilités suppose de la part du mouvement révolutionnaire esprit critique et lucidité pour faire le bilan d'une séquence électorale qui a révélé ses limites au regard des enjeux de la période. Lutte ouvrière se referme dans une attitude sectaire alors que le NPA s'égare dans la recherche hier d'alliance avec LFI aujourd'hui avec la Nupes. Cette politique aboutit à un échec, une impasse et accentue les divisions en notre sein d'autant que, non contente d'appeler à voter contre les candidats révolutionnaires, Lutte ouvrière, la majorité a tenu à faire le geste d'appeler à voter en faveur de candidats de la Nupes contre des candidats du NPA qui n'étaient pas dans la ligne.

Divisé par ses échecs passés, le mouvement révolutionnaire n'a pas été capable de s'unir pour porter une réponse radicale, globale à la fuite en avant des classes dominantes pas plus qu'aux prétentions du nouveau populisme de gauche réformiste de Mélenchon. Au contraire même, une partie du mouvement s'est ralliée à lui.

A défaut de réussir à rassembler ses forces autour d'un programme et d'une stratégie inscrite dans les bouleversements en cours provoqués par la nouvelle phase de développement du capitalisme mondialisé, de les avoir anticipés, les révolutionnaires sont marginalisés et leur division s'accroît. Alors que nos idées prennent pour beaucoup un contenu plus concret, plus crédible, les divisions et rivalités détournent de nous.

Militer pour le nécessaire rassemblement des différentes fractions, tendances ou courants du mouvement révolutionnaire participe d'un choix stratégique. Un choix, c'est-à-dire une volonté qui se décline tant dans la recherche de cadres communs d'action, de discussions visant à l'efficacité, à construire des liens de solidarité, démocratiques que dans la volonté de construire le cadre stratégique et programmatique qui permette le rassemblement, en définisse le contenu.

Le rassemblement des révolutionnaires passe par la coordination de ses différentes fractions, tendances ou courants mais cette coordination n'est efficace ou simplement possible que si elle repose sur un accord définissant les bases stratégiques et programmatique qui nous réunissent.

Le congrès à venir doit avoir pour objectif de tourner la page de l'orientation erronée et confuse, « Construire une gauche de combat », afin d'élaborer collectivement ces bases pour redonner sa dynamique à notre projet, l'actualiser, définir les rapports démocratiques entre les différentes sensibilités, refonder le NPA comme instrument du rassemblement des révolutionnaires en vue de la construction d'un parti du monde du travail.

Ecrit le 29/06/2022 - Texte collectif dans le cadre des discussions au sein du NPA

[Retour au sommaire](#)

La période et nos tâches

Contribution aux discussions au sein du NPA

DR 255 - 25 septembre 2022 - Texte collectif

Discuter de nos tâches et des enjeux auxquels les révolutionnaires sont confrontés commence par prendre la mesure du tournant en cours. Les propos de Macron sur « *la fin de l'insouciance et de l'abondance* », le « *Nous sommes en guerre* » expriment la façon dont les classes dominantes abordent la situation politique et prennent acte du tournant majeur qui s'est opéré à l'échelle internationale.

Après le Covid, la guerre en Ukraine est un révélateur et accélérateur des bouleversements en cours, des enchaînements irréversibles engendrés par la politique des classes dominantes en réponse à la crise mondiale du capitalisme financiarisé mondialisé, sa marche à la faillite. Les positionnements, la compréhension de ce qui se joue aujourd'hui sont fondamentaux pour penser les prochains développements de la lutte de classe et nos propres tâches en toute indépendance de classe.

Nous avons besoin d'apprécier la dimension inédite de la situation, du stade du développement du capitalisme et de ses conséquences même s'il nous est difficile d'anticiper comment les différents éléments qui se combinent dans la situation sociale et politique vont agir.

Des logiques opposées et contradictoires sont à l'œuvre, les effets des réponses que tente d'y apporter la bourgeoisie et les évolutions de conscience au sein du monde du travail, le renouveau de la lutte de classes en réponse à la régression sociale, globale. Le développement du mouvement gréviste en Angleterre nous indique le chemin de l'avenir mais aussi ses embûches et traquenards, la politique de la gauche gouvernementale, des directions syndicales qui ont entre autres appelé à la suspension des grèves en soutien à la famille royale...

Nous ne pouvons pronostiquer les rythmes et les étapes qui peuvent mener à un affrontement d'ensemble mais c'est dans ce cadre que nous devons penser nos tâches.

Tout dans ce contexte souligne le caractère erroné de la politique que mène depuis deux ans la majorité en recherche d'alliances avec LFI et aujourd'hui la Nupes qui tente de réveiller les fantômes d'une gauche plus gouvernementale que réformiste. Une politique dont il est urgent de tourner la page, d'autant qu'elle s'accompagne d'une volonté scissionniste, ostracisant les courants, tendances et fractions et qui nous a grandement affaiblis.

Inflation, menace de récession, guerre, crise écologique, la spécificité historique de la crise du capitalisme

Le capitalisme n'offre plus, à plus ou moins long terme, d'autre avenir possible à l'humanité qu'une régression sans fin sur une planète asphyxiée ou sa propre destruction. Dire cela n'est pas une anticipation catastrophiste mais le prolongement de l'évolution engagée. Depuis la grande dépression de 2008-2009 jusqu'à la guerre en Ukraine, l'inflation mondialisée, la crise de l'énergie, l'emballement du réchauffement climatique en passant par la pandémie du Covid, le système est entré dans une phase aiguë d'une maladie chronique qui atteint son moteur même, l'accumulation du capital. Devenu pléthorique, le capital étouffe sous son propre poids, ne trouvant plus les moyens de satisfaire sa boulimie de profits. L'exploitation du travail humain ne produit plus assez de plus-value au regard des investissements qu'elle exige,

le marché se rétrécit tandis que la masse de capitaux explose à travers l'intervention des États et des banques centrales. Pour sauver le système de la faillite, ils subventionnent les profits, opérant ainsi un gigantesque transfert de richesses. Ces capitaux ne trouvent plus assez d'opportunités d'investissements dans la production capables de satisfaire leurs appétits sans limite et n'ont d'autre issue que d'accentuer l'exploitation du travail humain et de la nature, une économie prédatrice et destructrice. Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, une concurrence généralisée et la guerre.

L'ère de l'impérialisme décrite par Lénine il y a plus de cent ans est révolue. Le capitalisme n'est plus en mesure aujourd'hui de répondre à sa crise d'accumulation, de valorisation et de reproduction du capital par une politique d'expansion géographique, de conquête militaire de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il a généralisé le marché et la concurrence à l'échelle de la planète, il est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et prédateur, destructeur.

Les réponses des dirigeants économiques ou politiques sont soumises aux impératifs à courte vue de la sauvegarde du système, des intérêts des classes dominantes et de leur propre pouvoir face à un mécontentement croissant des classes populaires. Elles ne peuvent qu'aggraver la situation de façon accélérée. Leur système est hors contrôle.

Tracer la perspective révolutionnaire

Le capitalisme a développé et renforcé le prolétariat comme jamais à l'échelle internationale tant sur le plan numérique, de ses liens et de sa coopération que sur le plan de ses capacités à l'auto-organisation, à utiliser toutes les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies.

Le monde est traversé par une profonde contestation sociale qui a atteint une intensité nouvelle depuis plus de 10 ans et les révolutions des printemps arabes nées de la crise de 2008, jusqu'aux récentes révoltes au Sri Lanka, au Bangladesh, en passant par l'Amérique latine ou le HIRAK algérien, les luttes des migrants, le combat international des femmes et la jeunesse qui se lève dans le monde entier contre le racisme, les oppressions, les destructions de la planète et remet en cause le capitalisme.

La perspective révolutionnaire a pris une acuité et une actualité nouvelles, mais il n'y a aucun automatisme. L'offensive économique et sociale des classes dominantes se combine sur le plan politique et idéologique à une offensive réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême droite en position aujourd'hui de pouvoir diriger la première puissance mondiale. Les rapports de classes et d'exploitation peuvent se perpétuer à travers le chaos et la barbarie hors de l'intervention consciente du prolétariat se constituant en classe, prenant conscience de lui-même, de la nécessité et de la possibilité de libérer l'humanité de la propriété privée qui fonde la domination de la classe capitaliste.

La lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre le capitalisme

Anticipant le développement de la lutte de classe, toutes les forces de droite se disputent le terrain réactionnaire, de Le Pen à Macron en passant par Ciotti, Darmanin et autres ministres homophobes, ex de la manif pour tous ou qui choisissent comme conseillers des lieutenants de Zemmour... Les uns et les autres se nourrissent d'une idéologie de classe qui ne connaît pas les barrières entre droite, droite extrême et extrême droite.

Le RN n'est pas un parti « à part », « hors système », l'extrême-droite est un courant profondément ancré dans l'histoire de la bourgeoisie, de son appareil d'État et de son armée. Il prospère aujourd'hui sur la décomposition du capitalisme, la paupérisation des classes populaires, le déclassement des classes moyennes et les peurs, les frustrations, les préjugés nationalistes, chauvins, xénophobes instrumentalisés par les classes dominantes.

Il est illusoire de combattre l'extrême-droite par des dénonciations morales, des proclamations « antifascistes » unitaires sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre. Et sans une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon qui défend la patrie, les « *soldats français tombés au combat* » tandis que Mathilde Panot rend hommage à la reine de l'empire britannique, « *figure majeure d'un siècle d'Histoire* »...

Il n'y aura pas de réponse pour les antifascistes dans le cadre du système et des institutions, hors de la construction d'un front de classe autour d'une réponse globale, un programme pour changer le monde maintenant.

L'impasse du populisme de gauche, la nouvelle mouture d'union de la gauche, la NUPES

L'Union Populaire de Mélenchon puis la Nupes ont réussi à canaliser sur un terrain électoral et institutionnel le renouveau des luttes qui remettaient pourtant en cause les trahisons de la gauche politique et syndicale et cherchaient des réponses radicales.

Le temps d'une élection, Mélenchon a réussi à donner aux illusions réformistes qu'il vend la forme d'un programme anticapitaliste radical plus crédible pour de nombreux travailleurs et jeunes que les appels à une « gauche de combat » de Philippe et que les « leçons » révolutionnaires de Nathalie bien qu'une fraction de la jeunesse regarde vers nous.

Il appelle aujourd'hui à une marche contre la vie chère dont l'enjeu est de précipiter une dissolution de l'Assemblée Nationale avec la perspective d'un « front populaire » et de nouvelles élections permettant à la Nupes d'arriver au

pouvoir. Si cette marche peut être utilisée par les travailleur.e.s, les jeunes pour dire leur colère, elle représente en elle-même une impasse. Les travailleurs ont payé cher les illusions dans la gauche au pouvoir, qui a participé pleinement à l'offensive libérale au service des classes dominantes, de Mitterrand à Hollande en passant par Jospin, dont quelques éléphants de la Nupes ont été les ministres, en commençant par Mélenchon. Impasse sur la base de laquelle l'extrême-droite a prospéré.

Le succès ponctuel de Mélenchon nous renvoie à l'échec des révolutionnaires. Comment ne pas s'interroger sur le recul entre la situation des années 1995-2002, quand le mouvement révolutionnaire rassemblait jusqu'à plus de 10 % des voix à la présidentielle avec 3 candidats trotskystes, et aujourd'hui où il en obtient à peine 1,5 % ? Comment ne pas penser notre propre responsabilité dans l'évolution des rapports politiques alors que nous n'avons collectivement pas été en mesure de formuler des perspectives, d'appeler à se regrouper autour d'un programme révolutionnaire et porter la perspective socialiste et communiste non comme une utopie mais s'inscrivant dans les développements mêmes du capitalisme et de la lutte de classe.

Dans ce recul des 20 dernières années, le NPA a représenté une tentative juste de surmonter les divisions de notre camp politique. Malheureusement Lutte ouvrière l'a combattu et une partie de la direction qui en avait pris l'initiative a capitulé pour rejoindre le Front de Gauche en 2012. Faute d'avoir su ou voulu discuter et formuler une stratégie et un programme révolutionnaire, le NPA n'a pas été en mesure de faire face à l'offensive du populisme de gauche engagée par Mélenchon.

Il nous est nécessaire de tirer des bilans pour être en mesure, face à l'impasse annoncée de la Nupes et aux potentialités de la lutte des classes, de donner crédibilité à une stratégie et un programme révolutionnaires adaptés aux besoins de la période.

Trancher entre deux orientations, refonder le NPA

Il nous faut rompre avec l'impasse de la politique de la majorité de la direction engagée il y a plus de deux ans avec les alliances électorales avec LFI aux municipales de Bordeaux puis aux régionales en Nouvelle Aquitaine et Occitanie.

Cette politique a été en filigrane de la campagne présidentielle avec les déclarations invitant la gauche à discuter d'un « plan B » si Mélenchon ne parvenait pas à « *passer par le trou de souris* » du 1er tour. Elle s'est concrétisée dans les négociations avec LFI et l'UP « élargie » à EELV puis au PS. Des négociations qui se sont poursuivies jusqu'à l'extrême limite avec l'engagement, si elles aboutissaient, de soutenir un programme de gouvernement. Si l'accord a capoté, LFI préférant sans grande surprise la prise du PS à celle du NPA, la direction n'en a pas moins soutenu la Nupes aux législatives, y compris en appelant à voter contre des candidats du NPA pour des candidats LFI ou PCF. Elle appelle aujourd'hui à participer aux parlements locaux de la Nupes, et milite pour des cadres communs.

Il est urgent de tourner la page de la confusion et des errements à la recherche d'une gauche « radicale », « de combat », de « rupture » pour affirmer clairement une orientation révolutionnaire.

Nous avons besoin de refonder le NPA, de renouer avec son projet et son ambition à sa fondation en 2009. La démarche reste pleinement d'actualité à condition de trancher les débats stratégiques laissés en chantier, de la refonder en construisant le lien entre notre programme et la stratégie révolutionnaire.

Rétablir des relations démocratiques suppose de rompre avec les errements et confusions d'alliance

Cela exige de rétablir des relations démocratiques afin de créer les conditions du débat, de la confrontation et de l'élaboration. Cela passe par le respect des fractions et des tendances, droit que remettent en cause depuis deux ans des camarades de la PFU, elle-même une fraction au fonctionnement peu transparent.

Les camarades de la PFU ont leur propre activité, initient des rencontres avec d'autres organisations, participent à des processus de regroupement avec une partie d'entre elles dans la perspective de « *la construction d'une organisation anticapitaliste large* », et sont incapables de concevoir un cadre d'élaboration collectif permettant de définir ce qui nous rassemble en gérant démocratiquement les désaccords. Ils ont au contraire encouragé, théorisé et mis en œuvre des scissions, encouragé le départ du CCR et affirment depuis deux ans leur volonté d'en finir avec les fractions. A Bordeaux et Angoulême, ils ont créé un « NPA en lutte » au moment des régionales pour faire alliance avec LFI, refusant de se soumettre à une décision des camarades de la Nouvelle Aquitaine. Et tout en se lançant dans ces aventures, la direction de la PFU a décidé que le CE ne se réunirait plus qu'une fois tous les 15 jours.

Rompre avec ces pratiques sectaires et scissionnistes ne relève ni de statuts ni de bonne volonté mais d'une orientation politique qui libère nos choix et notre fonctionnement des pressions de la gauche pour faire vivre une démocratie interne dynamique qui aille au-delà du parlementarisme de fractions.

Refonder le NPA autour du programme révolutionnaire qui nous rassemble

Le congrès doit être une première étape dans l'élaboration stratégique et programmatique jamais menée à terme depuis le congrès de fondation malgré bien des tentatives, dont la proposition que nous avons soumise il y a deux ans, formellement acceptée et votée par tous, mais repoussée sine die par la logique fractionnelle.

Il est indispensable de redéfinir les bases qui nous rassemblent pour redonner sa dynamique au projet de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires. Élaborer une politique qui s'adresse à l'ensemble des camarades, des sympathisants, toutes celles et ceux qui se tournent vers l'extrême-gauche, qui sont attirés par l'une ou l'autre des organisations révolutionnaires, ou qui se sentent partie prenante du mouvement révolutionnaire sans vouloir choisir une ou l'autre de ses organisations, qui cherchent des armes pour leur révolte, une compréhension du monde face à l'accélération de la déroute capitaliste et de ses drames.

Il y a une nécessité impérieuse de rassembler les forces, les militant.e.s, toutes celles et ceux qui sont affranchis des préjugés électoralistes et parlementaires qui visent à soumettre à l'ordre bourgeois, pour nous donner les moyens d'aider à modifier les rapports de force entre les classes, contre l'État et ses institutions.

Cela nécessite un programme qui réponde à la déroute capitaliste, une politique qui aide les évolutions de conscience, liant les mobilisations face aux conséquences de la faillite du système à la lutte pour le pouvoir, à la nécessité que les travailleur.es, les classes populaires, prennent le contrôle du fonctionnement de la société.

Cela nous impose de raisonner au niveau de l'ensemble du mouvement révolutionnaire et d'avoir une politique en direction de ses organisations, dont Lutte ouvrière et le CCR, en pensant le NPA comme un instrument du rassemblement en vue de la construction d'un parti du monde du travail, pour la révolution.

Cette discussion devrait déboucher sur un manifeste du NPA.

En Conclusion

Engager une discussion de fond sur la période et les tâches portée par une volonté commune de définir ce qui nous regroupe au sein du NPA, conditions pour pouvoir aborder sagement les questions de démocratie et de direction, définit l'enjeu du congrès.

Cette discussion en vue de refonder le NPA ne peut éviter des points centraux :

- L'analyse de la période, le développement du capitalisme pour redonner crédibilité à la perspective révolutionnaire, socialiste, communiste qui pose la question de la prise du pouvoir par et pour les travailleuses et travailleurs, une perspective internationaliste.
- Dans ce contexte, la nécessité de clarifier nos positions par rapport à la guerre en Ukraine. La condamnation de l'agression réactionnaire et barbare de Poutine s'accompagne d'une dénonciation de la politique des USA et de leurs alliés dont l'État français qui mènent une guerre par procuration contre la Russie. Nous ne pouvons laisser le moindre doute sur notre opposition à la propagande belliciste qui façonne une opinion nationale à l'idéologie et aux objectifs militaires des USA et de l'Otan. Il nous faut lier la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes à la lutte des travailleurs contre la guerre par-delà les frontières, pour le socialisme.
- La critique de l'impasse du populisme de gauche, le nouveau réformisme, la nécessité de rompre avec la politique « pour une gauche de combat », et l'actualité d'une stratégie révolutionnaire
- Dans la perspective de la construction d'un parti révolutionnaire, la nécessité de penser et formuler notre politique du point de vue de l'ensemble du mouvement révolutionnaire et ouvrier, refonder le projet du NPA du rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires.
- La nécessaire recherche de collaboration dans le travail international, comme au début du NPA, qui ne peut se limiter aux relations internationales de la majorité, principale composante de la section française de la IV.
- Ce congrès devrait ouvrir le chantier de l'élaboration d'un Manifeste définissant la compréhension commune de la période et des tâches qui nous rassemble.

Le 14/09/2022 - Texte collectif dans le cadre des discussions au sein du NPA

[Retour au sommaire](#)

Motions soumises à la discussion et au vote du congrès par Démocratie révolutionnaire

Notre courant, Démocratie révolutionnaire, soutient la plateforme « Actualité et urgence de la révolution », constituée par L'Étincelle et AetR, avec laquelle nous nous retrouvons sur la défense du NPA, d'un fonctionnement démocratique et sur deux points essentiels : la nécessité de rompre avec la politique d'alliance avec la Nupes pour engager une politique visant à l'unité des révolutionnaires. L'état de nos discussions et de nos relations n'ont malheureusement pas permis de construire une plate-forme commune. Nous le regrettons. Mais le congrès est le cadre tout désigné de ces discussions indépendamment et par-delà les plateformes.

C'est pourquoi nous avons choisi de participer à ce débat, sans constituer de plateforme, en soumettant à la discussion et au vote des AG préparatoires au congrès 3 motions qui pointent des thèmes qui sont au cœur de la discussion sur la période et nos tâches :

- Contre la folie guerrière de Poutine, contre les USA et l'Otan, fauteurs de guerre, pour une paix démocratique respectant le droit des peuples, solidarité internationaliste des travailleurs
- La lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre l'offensive d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale
- Faire vivre la démocratie, refonder le NPA, reconstruire le lien programme et stratégie révolutionnaires pour œuvrer à notre unité

Nous militons pour qu'à l'issue du congrès puisse se constituer une nouvelle direction sur la base d'une orientation d'indépendance à l'égard du nouveau populisme de gauche, réformiste de la Nupes et soucieuse du respect du droit de tendance et de fraction, capable d'associer, ainsi que de respecter le droit à l'expérimentation. Le réarmement du NPA sera l'œuvre de ses militant.es.

Galia (91), Henri (65), Isabelle (33), Laurent (33), Yvan (91), membres du CPN

Motion 1 : contre la folie guerrière de poutine, contre les USA et l'Otan, fauteurs de guerre, pour une paix démocratique respectant le droit des peuples, solidarité internationaliste des travailleurs

La folle escalade guerrière de Poutine combinée à celle des vieilles puissances impérialistes regroupées dans l'Otan sous la houlette des USA constitue une dramatique illustration des tendances à l'œuvre dans le capitalisme financiarisé mondialisé.

Nous sommes confrontés à une situation inédite produit du développement du capitalisme qui atteint ses limites historiques. Devenu pléthorique, le capital étouffe sous son propre poids, ne trouvant plus les moyens de satisfaire sa boulimie de profits. L'exploitation du travail humain ne produit plus assez de plus-value au regard des investissements qu'elle exige, le marché se rétrécit tandis que la masse de capitaux explose à travers l'intervention des États et des banques centrales. Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, une concurrence généralisée, le militarisme et la guerre.

L'ère de l'impérialisme décrite par Lénine, il y a plus de cent ans, est révolue. Le capitalisme n'est plus en mesure de répondre à sa crise d'accumulation, de valorisation et de reproduction du capital par une politique d'expansion géographique, de conquête militaire de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il a globalisé la concurrence, il est à bout de souffle, de plus en plus parasite et prédateur, destructeur, générateur d'un état de guerre permanent.

Si la Chine et les pays dits émergents intégrés au marché mondial lui ont permis de trouver un nouveau souffle en lui fournissant des millions d'esclave salariés jusqu'à la crise de 2008-2009, aujourd'hui ces puissances contestent l'hégémonie américaine. Elles remettent en question le monde unipolaire que voudraient perpétuer les USA -America great again- en associant leurs alliés à leur offensive dans le cadre de l'Otan qui constitue ainsi le principal facteur de guerre.

La concurrence entre les capitaux se joue de plus en plus sur le terrain militaire soit directement par la guerre soit par la montée du militarisme, la course aux armements comme instrument dans la compétition économique, une compétition acharnée pour augmenter les profits à laquelle le monde du travail, les classes populaires, les peuples paient un tribut de plus en plus lourd. Le droit des nations est bafoué par ceux-là mêmes qui prétendent le défendre pour justifier leur militarisme.

Dans leur monde capitaliste, tout obéit à la logique des rapports de force, de domination. Le vernis démocratique que les puissances les plus riches essaient de donner à leur propre politique pour imposer leur domination est une illusion, un masque derrière lequel se cache la violence réactionnaire du dollar et de l'armée, de Wall street et du Pentagone.

Et c'est bien en obéissant à la logique de ces rapports mafieux qui régissent les rapports entre les États qu'a agi Biden, poussant la Russie à la faute sans jamais lui offrir la moindre porte de sortie, au risque d'une folle escalade militaire en instrumentalisant le nationalisme ukrainien et les ambitions de Zelensky contre l'hystérie guerrière grand russe. Il a, en toute conscience, mené un bras de fer diplomatique-militaire pour « mettre la Russie à genoux ». C'est le même scénario qui est en train de se dérouler autour de la question du statut de Taïwan contre la Chine.

Les travailleurs, les peuples n'ont d'autres moyens pour contrecarrer cette terrible logique, la menace de guerre nucléaire, dont personne n'a la maîtrise ni le contrôle, qu'une politique de classe totalement indépendante de toute défense de « l'État national », de tout nationalisme, chauvinisme, xénophobie et fondée sur la solidarité, la fraternisation des peuples, leur coopération. Nous combattons toute union nationale.

Notre tâche est de développer dans le monde du travail et la jeunesse la compréhension du lien inextricable entre la guerre et l'exploitation, entre le militarisme et l'inflation, entre le capital, la guerre économique et la crise écologique. Se battre contre la vie chère et la guerre est un même combat de classe qui pose la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie par et pour les exploités.es en vue de la réorganisation socialiste de l'économie fondée sur la coopération des peuples.

Nous dénonçons la propagande belliciste qui voudrait façonner l'opinion à l'idéologie et aux objectifs militaires des USA et de l'Otan avec en ligne de mire la Chine. Nous lions la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes à la lutte des travailleur.ses contre la guerre par-delà les frontières, pour le socialisme, le communisme.

Motion 2 : la lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre l'offensive d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale

La montée des idées réactionnaires a deux origines essentielles : la décomposition du capitalisme et un effondrement des partis de gauche, qui ont participé pleinement à l'offensive libérale de ces dernières années.

Le capitalisme est hors de contrôle, pris entre l'inflation et la dette qui explose avec l'augmentation des taux d'intérêts. Qu'importe la récession et le chômage, la bourgeoisie se prépare à frapper dur pour tenter de sauver ses profits, son système, contre les classes populaires, y compris les couches petites bourgeoises perdantes de la mondialisation.

Partout, cette offensive économique et sociale des classes dominantes s'accompagne d'une offensive idéologique réactionnaire contre les acquis démocratiques qui leur ont été imposés en instrumentalisant les inquiétudes et les peurs d'une fraction des classes populaires et du monde du travail désarmés, sans perspective.

Ici, anticipant le développement de la lutte de classe, toutes les forces de droite se disputent le terrain, de Le Pen à Macron en passant par Ciotti, Darmanin et autres. Ils se nourrissent d'une idéologie de classe qui ne connaît pas les barrières entre droite, droite extrême et extrême droite.

Le RN n'est pas un parti « à part », « hors système ». L'extrême-droite est un courant profondément ancré dans l'histoire de la bourgeoisie, de son appareil d'État et de son armée. Il prospère aujourd'hui sur la décomposition du capitalisme, la paupérisation des classes populaires, le déclasserement des classes moyennes et les peurs, les frustrations, les préjugés nationalistes, chauvins, xénophobes instrumentalisés par les classes dominantes et leurs serviteurs.

Face à cette offensive réactionnaire, il est illusoire de combattre l'extrême-droite par des appels incantatoires à « l'unité », au nom du front unique alors que les partis de gauche portent une lourde responsabilité dans sa montée, ou par des proclamations antifascistes, des dénonciations morales, sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre. Et sans une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon qui défend la patrie, la République, ses institutions, son État, son armée et sa police.

La politique des appels unitaires est piégée par la défense des « valeurs de la République » de cette gauche moulée dans les institutions, comme ils le sont par la politique de défense de la « République » et du « dialogue social » des directions syndicales.

Alors que l'extrême droite fait son fonds de commerce de « la défense de notre mode de vie » menacé par les étrangers ou que Macron déclare qu'il va falloir « payer le prix de la liberté », nous défendons fermement les idées internationalistes en combattant l'égoïsme national sous toutes ses formes.

Nous ne combattons pas l'extrême-droite, comme les profonds reculs sociaux en cours, sans une politique pour intervenir politiquement dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre.

C'est sur ce terrain que nous pouvons construire un rapport de force, ce qui signifie gagner les masses, en particulier la fraction du monde du travail qui vote RN, à leurs propres intérêts, en formulant des réponses face à l'offensive capitaliste actuelle.

La place de tous les antifascistes que nous sommes est au cœur des luttes et mobilisations du monde du travail, des femmes, de la jeunesse pour œuvrer à rassembler les exploités.es autour d'un programme de contestation sociale

qui ouvre une perspective progressiste à toutes les victimes de la faillite des classes capitalistes, la perspective de la conquête du pouvoir la prise en main de la société pour en finir avec le capitalisme prédateur et destructeur. Élaborer, formuler, populariser, rendre crédible ce programme doit être au centre de nos préoccupations, de notre activité.

Motion 3 : refonder le NPA, faire vivre la démocratie, reconstruire le lien programme et stratégie révolutionnaires pour œuvrer à notre unité

Face à l'essor international des luttes de classes en réponse à l'offensive tous azimuts des classes dominantes, face à l'impasse de la gauche réformiste et populiste ainsi qu'aux divisions du mouvement révolutionnaire, le congrès a pour enjeux de préserver le NPA, son projet de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, de nous donner les moyens de le renforcer, de lui donner une nouvelle dynamique. Il en est de l'intérêt de toutes et tous.

La fuite en avant de l'ancienne majorité qui prétend mettre au pas les tendances et fractions sous la menace d'une scission ne peut être que préjudiciable à l'ensemble du NPA, y compris aux camarades qui se reconnaissent dans l'orientation politique de cette dernière, préjudiciable à l'ensemble du mouvement.

Nous avons certes besoin de libérer notre fonctionnement du parlementarisme de fraction qui paralyse pour créer des relations vivantes, militantes, dynamiques, rétablir des relations de confiance. Militer ensemble, surmonter les habitudes des uns et des autres liées à nos histoires différentes, accepter nos divergences tactiques est un défi pour nous toutes et tous.

Tentative de surmonter ces difficultés, le NPA est un acquis auquel nous sommes toutes et tous attaché.es. Faire fructifier cet acquis est d'abord et avant tout une question d'orientation comme le sont les questions organisationnelles et de fonctionnement. Mettre en œuvre une politique de construction, c'est comprendre qu'il n'y a pas de raccourci sur le chemin de la construction d'un parti révolutionnaire des travailleur.ses.

C'est bien pourquoi surmonter la crise du NPA, c'est trancher la discussion entre deux orientations.

La dérive sectaire à l'égard de sa gauche, opportuniste vis-à-vis de sa droite, de l'ex-majorité a franchi une étape lors des municipales sur Bordeaux avec l'accord entre Philippe Poutou et LFI, puis aux régionales en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie sans réel débat démocratique préalable. La campagne présidentielle, même si nous étions toutes et tous favorables à une candidature du NPA mise à part une minorité de la majorité, a eu pour orientation la construction d'une « gauche de combat », positionnant le NPA comme aile anticapitaliste de ce qui allait devenir la Nupes. L'appel à voter Nupes aux législatives a renforcé cette évolution y compris sur le plan organisationnel. La politique de scission mise en œuvre sur Bordeaux et en Aquitaine est devenu la politique nationale de l'ex-majorité.

Il aurait été possible d'enrayer cette évolution il y a deux ans, en mettant en œuvre la décision quasi unanime du CPN de juillet 2020 de s'atteler à la tâche d'élaborer un document programmatique qui définisse le NPA et ce qui nous rassemble. L'ex-majorité n'en a pas voulu. Cela demeure la seule méthode pour dépasser nos divisions et nous rassembler démocratiquement dans un cadre commun. Nous avons besoin, après des années de recul et de division, de reconstruire le lien entre stratégie révolutionnaire et programme révolutionnaire plutôt que nous opposer sur des questions tactiques du fait de notre incapacité à y parvenir.

LFI, la Nupes, constituent une machine électorale, parlementaire et à vocation gouvernementale cimentée sous la houlette de Mélenchon par les seuls intérêts des appareils de gauche qui s'y regroupent. C'est bien cette politique qui constitue un « obstacle » à la construction d'un parti pour l'émancipation et non le NPA.

Plus que jamais du fait de l'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé, le réformisme fût-il relooké par les influences populistes n'a aucun avenir.

Une nouvelle génération militante émerge. Nous devons lui offrir un cadre ouvert et démocratique pour s'éduquer et agir, un cadre rompant avec le sectarisme, unitaire vis à vis du mouvement révolutionnaire pour œuvrer à la construction d'un front des révolutionnaires en mesure d'influencer le cours des choses, de donner force à leurs aspirations.

L'indépendance de classe vis à vis des réformistes, des appareils parlementaires et syndicaux en est la condition comme elle est la condition pour mettre en œuvre une orientation politique réconciliant stratégie et programme révolutionnaire.

En conclusion des orientations qui se définiront à travers nos discussions et décisions, les différents courants constitués à l'issue du congrès devront décider en toute transparence de leurs relations et du fonctionnement de la direction et de l'ensemble du NPA afin de mettre en œuvre une orientation et une direction soucieuse d'associer l'ensemble du NPA à sa construction, d'un faire un cadre militant ouvert et dynamique capable d'accueillir celles et ceux qui regardent vers nous.

C'est le défi que nous devons relever.

[Retour au sommaire](#)

Le NPA menacé de scission, énième épisode des divisions du mouvement trotskyste désarmé face à la nouvelle période

DR n°260 du 30 octobre - Yvan Lemaitre

A l'occasion des allocutions politiques lors de la fête du NPA 33, samedi dernier, Philippe Poutou a, dès ses premiers mots, parlé publiquement du congrès prévu début décembre qui, ainsi que le rapporte le journal *Sud-Ouest* dans une interview, « a de grandes chances de se solder par une scission ». Pour développer l'idée « d'une gauche de combat, radicale » et expliquer : « La Nupes a posé la question de comment reconstruire une force à gauche. On doit participer à cette réflexion. [...] On entend être présent pour mettre la pression sur cette gauche qui est en train de se reconstruire. On pense qu'il faut aller vers plus de radicalité, mais on a tout à intérêt à sortir du sectarisme. » La majorité actuelle du NPA s'engage donc dans la discussion avec la gauche parlementaire, une gauche de gouvernement sur les voies et moyens de construire « une gauche de combat » tout en dénonçant celles et ceux qui veulent rompre avec cette gauche comme des sectaires. Elle réserve son sectarisme à celles et ceux qui ne sont pas d'accord et veulent défendre une tout autre stratégie révolutionnaire. Il y a maintenant près de deux ans, elle a poussé le CCR dehors pour, de plus forte minorité, devenir majorité et maintenant, elle voudrait utiliser cette position et l'écho relatif mais réel de la campagne présidentielle au service de ce qui en fut l'axe, la construction d'une gauche de combat. Pour ce faire, elle voudrait avoir les mains libres en soumettant à sa politique les courants et fractions du NPA en désaccord avec celle-ci en « suspendant » leurs droits après avoir, au passage, rompu ses relations avec Lutte ouvrière.

Notre courant, Démocratie révolutionnaire, s'oppose à cette liquidation du projet du NPA et soutient la plate-forme « Actualité et urgence de la révolution » constituée par Anticapitaliste et révolution et L'Étincelle avec laquelle nous nous retrouvons sur la défense du NPA, d'un fonctionnement démocratique et la nécessité de rompre avec la politique d'alliance avec la Nupes pour engager une politique visant à l'unité des révolutionnaires.

Nous militons pour que cette plate-forme puisse permettre d'avancer dans la nécessaire refondation du NPA à partir de l'élaboration collective, à l'issue du congrès, d'un texte programmatique qui définisse notre analyse commune de la période et des tâches et actualise la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.

Une telle démarche nous semble indispensable et urgente au regard de l'évolution des luttes de classes et aussi parce que l'incapacité du mouvement révolutionnaire à enrayer les logiques de division est, à nos yeux, la conséquence de son incapacité collective à aborder cette question de la stratégie et du programme à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé.

Démocratie révolutionnaire voudrait porter cette discussion dans le congrès du NPA et au-delà. Il ne suffira pas de mettre en minorité l'orientation aujourd'hui majoritaire pour être en mesure de refonder le NPA et encore moins pour peser sur les autres fractions du mouvement révolutionnaire, principalement Lutte ouvrière et le CCR, elles-mêmes dans l'incapacité d'avoir une politique pour rassembler nos forces, prisonnières de leur propre sectarisme. Rompre avec cette logique de balkanisation pour répondre aux besoins de la période avant que les événements ne nous y contraignent brutalement, c'est faire table rase de notre propre passé. C'est bien l'ensemble du mouvement trotskyste qui a besoin de se refonder plus de trente ans après l'effondrement de l'URSS.

Trois questions peuvent focaliser la discussion : la guerre et les rapports géopolitiques à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé, l'offensive réactionnaire des classes dominantes et la montée de l'extrême droite, la question du parti et du nouveau populisme de gauche.

Il ne s'agit pas nécessairement de divergences ou de désaccords au sens formel et figé du terme, tel que dans le mouvement révolutionnaire chaque fraction a l'habitude de les considérer pour faire le procès des autres fractions, mais d'éléments de discussion incontournables.

Le capitalisme financiarisé et la guerre

Guerre impérialiste disent ceux qui reprennent à leur compte le raisonnement qui fait de Poutine le seul responsable de la guerre et, de l'Ukraine, un peuple en lutte pour ses droits, guerre inter-impérialiste disent ceux qui prennent en compte la responsabilité des USA et de l'Otan. Ces deux positions restent prisonnières d'une grille de lecture qui ne correspond plus à la nouvelle période qui détermine la spécificité de cette guerre, ne soulignent pas le tournant géopolitique qu'elle représente et ne peut rentrer dans les catégories toutes faites de guerre impérialiste ou de guerre inter-impérialiste.

La vision manichéenne dénonçant « l'impérialisme russe » ferme les yeux sur les rapports géopolitiques qui ont conduit à la guerre et la responsabilité directe des USA qui mènent leur propre guerre par procuration en instrumentalisant le nationalisme ukrainien et les ambitions de Zelensky contre l'hystérie guerrière grand russe pour « mettre la Russie à genoux ». Et c'est le même scénario qui est peut-être en train de se reproduire autour de la question du statut de Taïwan contre la Chine.

On le voit bien, après la crise de 2008-2009, dans sa continuité, la guerre en Ukraine est une nouvelle expression de

la décomposition du capitalisme à son stade de la financiarisation mondialisée, un capitalisme qui atteint ses limites historiques. Devenu pléthorique, le capital étouffe sous son propre poids, ne trouvant plus les moyens de satisfaire sa boulimie de profits. L'exploitation du travail humain ne produit plus assez de plus-value au regard des investissements qu'elle exige, le marché se rétrécit tandis que la masse de capitaux explose à travers l'intervention des États et des banques centrales. Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, une concurrence généralisée, le militarisme et la guerre.

L'ère de l'impérialisme décrite par Lénine, il y a plus de cent ans, est révolue. Le capitalisme n'est plus en mesure de répondre à sa crise d'accumulation, de valorisation et de reproduction du capital par une politique d'expansion géographique, de conquête militaire de nouveaux territoires et de nouveaux marchés. Il a globalisé la concurrence, il est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et prédateur, destructeur, générateur d'un état de guerre permanent.

Si la Chine et les pays dits émergents intégrés au marché mondial lui ont permis de trouver un nouveau souffle en lui fournissant des millions d'esclaves salariés jusqu'à la crise de 2008-2009, aujourd'hui, ces puissances contestent l'hégémonie américaine. Elles remettent en question le monde unipolaire que voudraient perpétuer les USA - « *America great again* » - en associant leurs alliés à leur offensive dans le cadre de l'Otan qui constitue ainsi le principal facteur de guerre.

La concurrence entre les capitaux se joue de plus en plus sur le terrain militaire soit directement par la guerre soit par la montée du militarisme, la course aux armements comme instrument dans la compétition économique, une compétition acharnée pour augmenter les profits à laquelle le monde du travail, les classes populaires, les peuples paient un tribut de plus en plus lourd.

Le droit des nations est bafoué par ceux-là mêmes qui prétendent le défendre pour justifier leur militarisme et il est erroné de voir dans la guerre menée par un État et une armée entièrement équipée, formée, financée par les USA et l'Otan une guerre de libération nationale.

Notre solidarité avec les travailleurs et les peuples d'Ukraine et de Russie, c'est d'abord la dénonciation de la politique de la vieille puissance impérialiste qu'est la France et de celles d'Europe que les USA voudraient enrégimenter dans leur politique, la dénonciation aussi du bellicisme et du militarisme. En aucune façon nous ne pouvons mêler notre voix au concert national au nom de la défense de l'Ukraine.

Nous lions la lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes à la lutte des travailleurs contre la guerre par-delà les frontières, pour le socialisme, le communisme.

Notre tâche est de développer dans le monde du travail et la jeunesse la compréhension du lien inextricable entre la guerre et l'exploitation, entre le militarisme et l'inflation, entre le capital, la guerre économique et la crise écologique. Se battre contre la vie chère et la guerre est un même combat de classe qui pose la question de la conquête du pouvoir, de la démocratie par et pour les exploités en vue de la réorganisation socialiste de l'économie fondée sur la coopération des peuples.

Contre l'offensive réactionnaire et fascisante d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale pour changer le monde

De la même façon que les discussions sur la crise économique sont souvent marquées par les références à 1929, les discussions sur la montée de l'extrême droite restent dominées par les analogies avec les années 30. De façon plus générale, cette attitude est en relation avec le fait que le mouvement révolutionnaire a bien du mal à repenser les analyses et la politique élaborées et formulées par Trotski dans l'entre-deux guerre pour les actualiser.

Nous retrouvons là la question de l'analyse concrète de la période. Il convient de souligner à quel point, à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé, la lutte de classe est dominée par des lignes de force qui, par-delà les multiples différences nationales ou continentales, ont internationalisé les mécanismes et tendances à l'œuvre. On le voit sur le plan économique avec l'inflation, la menace de récession mondiale ou avec l'écologie, on le voit sur le plan des rapports entre les classes, de leur politique.

La montée de l'extrême droite et des forces réactionnaires est un phénomène international qui tend à ruiner ce qui avait prévalu dans les années trente où le camp impérialiste dominé par les USA avait pu se présenter comme le camp de la démocratie contre le fascisme. Alors, le fascisme était la politique des puissances impérialistes se regroupant derrière l'Allemagne pour engager la guerre pour le repartage du monde contre le bloc des puissances victorieuses en 1918 rassemblées derrière les USA.

La montée des forces réactionnaires fascisantes aujourd'hui ne répond en rien à une telle situation, mais à l'offensive mondialisée des classes dominantes contre la menace d'explosion sociale, de révolution. Elles n'est pas le produit de l'échec de la vague révolutionnaire comme dans les années 20 mais anticipe l'affrontement qui mûrit.

La faillite globale du capitalisme financiarisé mondialisé, hors de contrôle, pris entre l'inflation et la dette qui explose avec l'augmentation des taux d'intérêts, engagé vers une récession mondialisée qui prépare un krach financier lui aussi mondialisé, conduit à une exacerbation de la lutte de classe à l'échelle internationale. La bourgeoisie, toutes tendances

politiques confondues, se prépare à frapper dur pour tenter de sauver ses profits, son système, contre les classes populaires, y compris les couches petites bourgeoises perdantes de la mondialisation.

Partout, son offensive économique et sociale s'accompagne d'une offensive idéologique réactionnaire qui nourrit l'extrême droite.

Ainsi que toutes les forces d'extrême droite, le RN prospère sur la décomposition du capitalisme, la paupérisation des classes populaires, le déclassement des classes moyennes et les peurs, les frustrations, les préjugés nationalistes, chauvins, xénophobes instrumentalisés par les classes dominantes et leurs serviteurs.

Il est illusoire de penser combattre cette offensive réactionnaire, l'extrême droite, par des appels incantatoires à « l'unité » au nom du front unique alors que les partis de gauche portent une lourde responsabilité dans la montée de l'extrême droite, ou par des proclamations antifascistes, des dénonciations morales, sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre. Et sans une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon qui défend la patrie, la République, ses institutions, son État, son armée et sa police... parties intégrantes de son « front populaire ».

Alors que l'extrême droite fait son fonds de commerce de « *la défense de notre mode de vie* » menacé par les étrangers ou que Macron déclare qu'il va falloir « *payer le prix de la liberté* », nous défendons fermement les idées internationalistes en combattant l'égoïsme national sous toutes ses formes.

Cela signifie nous donner les moyens d'être au cœur des luttes et mobilisations du monde du travail, des femmes, de la jeunesse pour œuvrer à rassembler les exploités autour d'un programme de contestation sociale qui ouvre une perspective progressiste à toutes les victimes de la faillite des classes capitalistes, la perspective de la conquête du pouvoir, la prise en main de la société pour en finir avec le capitalisme prédateur et destructeur.

Élaborer, formuler, populariser, rendre crédible ce programme doit être, contrairement à ce qu'a été la campagne présidentielle, au centre de nos préoccupations, de notre activité tant en réponse à la guerre, la crise écologique, la faillite économique du capitalisme qu'en réponse à l'offensive réactionnaire.

Pour l'unité du mouvement révolutionnaire en toute indépendance du nouveau populisme de gauche

C'est aussi la condition pour avoir les moyens de construire un mouvement révolutionnaire large, de masse. Ce qui était notre préoccupation en participant à la fondation du NPA, ce qui est l'objectif de sa refondation en rupture avec la politique de la section française de la IV qui voudrait en faire la fraction anticapitaliste de la Nupes.

Nous ne voulons pas être la gauche du nouveau populisme réformiste mais l'aile marchante de la construction d'un mouvement révolutionnaire large, ouvert, démocratique et pour cela refonder le NPA, faire vivre la démocratie, reconstruire le lien entre programme et stratégie révolutionnaires pour œuvrer à notre unité.

Là encore, la discussion renvoie à notre analyse de la nouvelle période et des bouleversements politiques qu'elle a opérés en particulier à gauche et au sein du mouvement ouvrier.

Les vieux partis nés de l'histoire du mouvement ouvrier sont plongés dans une lente agonie cédant la place à un populisme de gauche, version française de Podemos. Ce populisme de gauche n'a d'autre ambition que d'accéder au pouvoir par le jeu parlementaire tout au plus pour opérer à la marge une meilleure répartition des richesses, certainement pas pour construire le socialisme même par des voies parlementaires.

Ils n'y croient pas, à juste titre par ailleurs, et veulent recycler ce qui reste de la gauche pour offrir un exutoire parlementaire à la colère populaire au nom d'une idéologie confuse qui mélange progressisme et nationalisme.

L'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé rend impossible toute perspective réformiste et elle intégrera, d'une façon ou d'une autre, le populisme de gauche à la défense des intérêts des classes dominantes contre le monde du travail.

Considérer le NPA et ses fractions comme un « *obstacle* » ainsi que le fait la majorité actuelle pour prétendre à faire du NPA le flanc gauche de la Nupes relève d'une incompréhension de la période.

Tout converge vers une exacerbation des luttes de classes qui rejeteront tous les appareils syndicaux ou parlementaires, électoraux à droite, comme tous se sont positionnés dans la guerre en Ukraine, y compris les anciens fervents défenseurs de la dissolution de l'Otan, dans le camp des puissances occidentales.

Notre camp à nous est celui de la lutte de classe jusqu'au bout. Pour vivre dignement, pour la démocratie, pour des réponses globales à la catastrophe écologique, pour la paix, il n'y a pas d'autre issue qu'une lutte d'ensemble qui débouche sur la question de la conquête du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires.

L'ex-majorité qui menace le NPA de scission agit en considérant que son orientation n'est pas compatible avec la nôtre. En retour, elle démontre que seule l'orientation que nous portons avec les camarades d'AetR et de l'Étincelle est à même de garantir un fonctionnement démocratique parce que son indépendance de classe vis-à-vis des réformistes nous permet de respecter le droit de tendance et de fraction tout autant que le droit à l'expérimentation.

Certes, le mouvement révolutionnaire a besoin de surmonter ses divisions fractionnelles, le NPA son parlementarisme de fractions, pour créer des relations vivantes, militantes, dynamiques, rétablir des relations de confiance, surmonter les habitudes des uns et des autres liées à nos histoires différentes. Accepter nos divergences tactiques est un défi pour nous toutes et tous.

Cela passe par la compréhension que la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société exige la plus large démocratie. Se battre pour le contrôle de leurs luttes par les travailleurs eux-mêmes nécessite un parti de démocrates révolutionnaires.

Aucune mesure administrative ne résoudra nos difficultés.

L'élaboration d'un programme pour le NPA et le mouvement révolutionnaire qui reconstruise le lien entre stratégie révolutionnaire et programme révolutionnaire qui a été rompu à travers des années de recul pour laisser le terrain aux divisions sur des questions tactiques, exige des rapports démocratiques pour pouvoir combiner prise en compte des intérêts généraux du mouvement et l'expression des divergences, des points de vue différents.

Ce ne sont pas des méthodes administratives mais une méthode démocratique qui permettrait de sortir de l'impasse dans laquelle risque de s'enfermer le NPA. Elle suppose de prendre en compte les intérêts généraux du mouvement pour codifier des relations d'échange et de collaboration entre les différents courants afin de mettre en œuvre un travail collectif, sans craindre la libre expression des divergences.

Une politique qu'il appartient à chacune et chacun de mettre en œuvre au sein du NPA mais aussi au sein du mouvement révolutionnaire et, au quotidien, là où nous militons pour engager par en bas un mouvement en rupture avec les pratiques sectaires et opportunistes, les apôtres d'un centralisme démocratique répondant à leurs propres besoins, pour faire vivre une démocratie militante et révolutionnaire.

Yvan Lemaitre

[Retour au sommaire](#)

Contributions au BI de discussion n 1 du 2 novembre 2022

Rassembler et débattre, Démocratie révolutionnaire soutient la Pf-C, « *Actualité et urgence de la révolution* », et présente 3 motions

Yvan (91- CE, Cpn), *Démocratie révolutionnaire*

L'actuelle majorité, le Regroupement des 3-4 octobre, a décidé de placer le congrès sous le chantage à la « suspension » des fractions par des mesures antidémocratiques inacceptables, la menace d'une scission plutôt que de mener en toute liberté la discussion sur la période et nos tâches en acceptant un bilan critique sur l'orientation fondée sur la perspective illusoire d'une « gauche de combat » et la recherche d'alliance avec la Nupes.

A l'heure où le mouvement ouvrier et révolutionnaire est confronté à une offensive mondialisée des classes dominantes propulsant les forces réactionnaires et fascistes, un tel sectarisme contre les courants révolutionnaires combiné à un opportunisme vis-à-vis du nouveau réformisme populiste institutionnel signe l'échec de la minorité de direction issue du dernier congrès devenue majorité. Nous sommes solidaires de la plateforme défendue par les camarades de L'Étincelle et d'Anticapitalisme et révolution avec laquelle nous nous retrouvons sur la défense du NPA et d'un fonctionnement démocratique et sur deux points essentiels, la nécessité de rompre avec la politique d'alliance avec la Nupes pour engager une politique visant à l'unité des révolutionnaires.

Nous regrettons que nous n'ayons pu aller plus avant pour discuter nos différences d'appréciation de la politique de l'ancienne majo ainsi que des évolutions nécessaires pour réussir ce qui n'a pas été possible dans le passé mais le congrès en est l'occasion. C'est notre raison de soumettre à la discussion 3 motions. Certes, il faut mettre en minorité l'orientation et le fonctionnement que propose le Rassemblement des 3-4 octobre mais surtout il nous faut aider à la formation d'une nouvelle direction capable de refonder le NPA en rompant avec les logiques de fraction. Le texte de nos camarades de la Pf-C marque de ce point de vue d'importantes évolutions bien que, malheureusement, depuis le dernier congrès, du côté de ce qu'il est convenu d'appeler « la gauche du parti » les choses n'avaient jusqu'alors guère évolué.

Il était pourtant possible au lendemain du dernier congrès, alors que nous avons présenté une Pf commune avec L'Étincelle, que nous avons défendue avec les camarades de la position X une déclaration commune à la fin du congrès, d'aller plus avant pour impulser des convergences entre nous autour par exemple d'une revue commune qui aurait pu s'ouvrir aux camarades d'AetR. Cela était possible mais aussi nécessaire alors que, dès ce congrès, les camarades de la section française de la IV au sein du NPA, ossature de l'ancienne majorité, n'avaient pas caché leur volonté d'en finir avec les fractions ni les axes de leur orientation. Ils ont d'abord ciblé le CCR qu'ils ont poussé dehors tout en accentuant leur politique contre les fractions résumée dans un texte intitulé « *Ça ne peut plus durer* », il y a deux ans, annonçant la crise actuelle.

A l'occasion des municipales, ils ont engagé la politique d'alliance avec LFI, ce que tout le monde a voulu voir malgré l'évidence comme « *une affaire bordelaise* », y compris après qu'ils ont organisé une scission autour de Philippe. Ce fut ensuite les élections régionales, en Aquitaine et aussi en Occitanie, « *l'affaire bordelaise* » devenant une politique nationale...

Nous pensons qu'il eût été nécessaire au moment de la Conférence nationale pour la présidentielle, que celles et ceux qui n'acceptaient pas cette orientation -L'Étincelle, AetR, nous- engagent une politique dans l'objectif d'avancer vers la constitution d'une direction alternative en rupture avec la politique bien avancée de construction d'une gauche de combat. Il aurait été alors possible de faire la campagne sur nos propres bases, sans ambiguïté, plutôt que de négocier avec le Rassemblement des 3-4 octobre un accord autour des porte-parole de campagne. « Il faut sauver le NPA » définissait la priorité qui s'est avérée être le plus court chemin vers la menace de scission, la majorité mettant comme elle l'écrit dans sa pf cette orientation « *au cœur de la campagne* ». Il n'y a pas eu de tournant des législatives, mais la continuité d'une orientation.

Par ailleurs, L'Étincelle et AetR se sont, de fait, calés sur le refus de la majorité de s'atteler à la tâche de rédiger un document qui définisse les bases stratégiques et programmatiques qui nous rassemblent, décision prise lors du CPN de juillet 2020. Il n'y avait pourtant pas d'autre méthode pour tenter d'éviter la situation de scission à laquelle l'ancienne majo a conduit le NPA comme chacun en convient aujourd'hui. Et il n'y en a toujours pas d'autre.

En soutenant la Pf-C et en soumettant à la discussion nos 3 motions, nous voudrions contribuer à faire de ce congrès une première étape pour redéfinir nos bases politiques communes afin de redonner sa dynamique au projet de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires, refonder le NPA. Se rassembler et débattre afin que puisse émerger du congrès lui-même une nouvelle direction capable d'associer à tous les niveaux d'activité les militant.e.s des différentes sensibilités du NPA autour d'une orientation révolutionnaire clairement délimitée politiquement de la Nupes, soucieuse du respect du droit de tendance et de fraction, ainsi que du droit à l'expérimentation.

Une discussion sur un fait majeur, la guerre en Ukraine, qui a bien du mal à s'engager

Galia, 91, CPN, DR

Nous nous accordons tous sur le fait que la guerre en Ukraine constitue un tournant majeur dans la situation mondiale. Cependant depuis le 24 février, il n'y a eu qu'un seul débat dans un CPN réduit -une quarantaine de participants- en avril sur le sujet. La fraction dite « majoritaire » y a présenté une motion reprenant les positions de la majorité de la IV, adoptée par 22 voix pour, 13 contre et 6 abstentions. Ce vote lui a suffi pour clore la discussion.

Dans son texte de Pf, le regroupement du 3-4 octobre n'a pas cru utile de développer ni d'argumenter ses positions jugeant sans doute que le vote de sa résolution de rentrée au CPN de septembre dernier, adoptée par 30 voix pour, 25 contre, 3 abstentions, suffisait. Ce vote confirmait son orientation, « *guerre impérialiste de Poutine* » et « *soutien à la résistance ukrainienne* », en n'accordant qu'un rôle mineur aux puissances occidentales. Toute autre analyse était disqualifiée par l'accusation d'un soutien campiste à Poutine contre l'Otan et donc un refus de toute solidarité avec le peuple ukrainien, une indifférence. Un raisonnement manichéen qui écarte toute possibilité de discussion, un point de vue fractionnel ne pouvant prendre en compte une orientation autre que celle de la majorité de la IV.

Résultat, alors que le congrès devrait être un moment privilégié de discussion sur les problèmes cruciaux auxquels nous sommes confrontés, dont la guerre en Europe, la militarisation du monde, la préparation par les USA d'un affrontement avec la Chine, aucun moment spécifique de débat n'est prévu sur le sujet.

La Pfc présentée par AetR et l'Etincelle et que DR soutient aborde la question en prenant en compte les divergences et discussions qui traversent l'ensemble du NPA et y compris leur propre plate-forme. En effet, les camarades de l'Etincelle ont voté unanimement contre notre motion sur la guerre au CPN fin octobre, alors que nous-mêmes avons voté au CPN d'avril pour la résolution sur la guerre présentée par les camarades d'AetR bien que nous ne nous retrouvions pas entièrement dans leurs raisonnements et leurs formulations. Toujours est-il qu'ils ne ferment pas la discussion.

De notre point de vue, dire comme ils le font que les « *gouvernements des puissances occidentales [qui] profitent de la guerre pour défendre leurs intérêts économiques* » en rajoutant à l'égard de l'Otan : « *Troupes de l'OTAN, dont au premier titre les troupes françaises, hors de tous les continents où elles prétendent gendarmier le monde, que ce soit Europe de l'Est, au Moyen-Orient ou en Afrique !* » ne décrit pas la réalité et avance une exigence qui ne peut être qu'un vœu pieux. C'est exonérer de leurs responsabilités les auteurs de guerre que sont les puissances occidentales qui mènent une guerre par procuration contre la Russie et laisser croire qu'on pourrait « réformer » le monde. Par contre ils refusent de participer à une quelconque union nationale pour affirmer la nécessité de « renverser le capitalisme » pour en finir avec la guerre. C'est absolument essentiel mais il nous faut lier étroitement lutte des travailleurs pour leur existence, lutte contre l'union nationale à laquelle participent tous les partis y compris la NUPES, et lutte contre la guerre dans un même combat contre le capitalisme, pour le pouvoir des travailleurs et de la population pour une société socialiste, communiste.

Si dans les textes de toutes les plateformes, la guerre est dénoncée et caractérisée comme une conséquence du maintien du capitalisme, une affirmation par trop générale mais qui différencie heureusement le NPA des partis institutionnels, aucune par contre n'y voit la guerre par procuration que les Etats-Unis et leurs alliés font mener au peuple ukrainien « *pour mettre la Russie à genoux* ».

Il est difficile de penser aujourd'hui, alors que l'armée ukrainienne est armée et équipée de pied en cap par les puissances occidentales que cette guerre est une guerre de libération nationale. C'est ce qu'aurait voulu faire croire la propagande guerrière orchestrée par les Etats américains et européens, de la même façon que ces derniers justifient les colossales augmentations de leurs budgets militaires par les menaces russe ou chinoise.

Oui bien sûr, nous dénonçons l'agression meurtrière de Poutine contre l'Ukraine mais nous sommes conscients aussi que cette agression s'inscrit dans la logique arriérée des rapports entre les Etats soumis à la loi du plus fort. Et l'Etat ukrainien, aussi gangrené par la corruption de ses oligarques que l'Etat russe, ne peut pas y échapper. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est incompatible avec la concurrence capitaliste mondialisée et militarisée. Il ne pourrait résulter que de l'intervention directe des travailleurs et des peuples.

Nous sommes solidaires des peuples d'Ukraine et de Russie et pour cela nous sommes opposés à toute manifestation d'étroitesse nationale contre la population russe, ce qui est la meilleure manière de la rejeter dans les bras de Poutine. Il n'y a pas d'issue à la logique militariste et guerrière dont la guerre en Ukraine marque l'accentuation, pas de paix démocratique possible sans politique de classe internationaliste, sans fraternisation par-delà les frontières pour en finir avec la réaction capitaliste belliciste.

Une politique et un front de classe pour combattre l'offensive réactionnaire, fascisante des classes dominantes

Laurent Delage (33-CPN), Démocratie Révolutionnaire

Victoire de Meloni et de sa coalition avec la droite extrême en Italie sous la bienveillance de Draghi et des milieux patronaux, arrivée en tête du parti d'extrême-droite allié aux conservateurs en Suède, élection de 89 députés RN en France,...

Il est clair qu'aujourd'hui, l'offensive économique et sociale des classes dominantes se combine, sur le plan politique et idéologique, à une offensive réactionnaire qui alimente la montée de l'extrême droite.

Face à cette situation, les camarades de la pFB n'ont comme seule politique que d'en appeler au « front-unique » dans le cadre de leur politique vis-à-vis de la Nupes pour pousser « à la création ou au renforcement de cadres de discussion et d'élaboration d'une politique de front unique pour préparer les affrontements à venir sur les terrains des salaires, des retraites, de l'urgence climatique ainsi que de la lutte contre l'extrême droite ».

Une politique pas vraiment nouvelle et surtout vouée à l'impuissance face aux évolutions des rapports entre les classes qui nous impose de sortir des vieux schémas et des formules toutes faites.

Le RN, un parti pas comme les autres ?

Il nous faut tourner la page de l'antifascisme comme dénonciation morale du RN, bien impuissante face aux succès électoraux de l'Extrême-droite depuis 20 ans. Ce parti n'est pas « hors du système », il a mille liens avec l'appareil d'Etat, l'armée, la police, comme avec des milieux de la bourgeoisie qui anticipent les tensions sociales à venir.

Avec les législatives et l'arrivée de 89 députés RN, Le Pen a réussi son pari de « dédramatisation » en particulier vis-à-vis de la vieille droite gaulliste. Depuis, elle poursuit cette institutionnalisation en donnant des gages aux classes dominantes, en montrant son utilité pour diviser les opprimés et en postulant à répondre à la crise politique.

Mais elle est loin d'être la seule. Toutes les forces de droite se disputent le terrain, de Le Pen à Macron en passant par Ciotti, Darmanin et autres. Ils se nourrissent d'une idéologie de classe qui ne connaît pas les barrières entre droite, droite extrême et extrême droite, à commencer par Macron. Mercredi, il lançait son offensive sur les retraites, contre les augmentations de salaires au nom « du mérite, de l'ordre, du travail » en annonçant un débat sur l'immigration dès le début 2023, dans le prolongement de la campagne raciste suite au meurtre de la petite Lola.

Un populisme de gauche dans le cadre du système

Les références au « front unique » pour justifier la politique de la majorité de la direction du NPA vis-à-vis de la Nupes, sont hors de propos tant la gauche gouvernementale n'a rien à voir avec les partis du mouvement ouvrier des années 30.

Ces partis sont effondrés et surtout profondément déconsidérés par leur responsabilité dans l'offensive libérale de ces dernières années. Aujourd'hui, ils font place à un populisme de gauche suite à la mise en place de la Nupes. Mais celui-ci n'a d'autre ambition que d'accéder au pouvoir par le jeu des institutions, pour opérer à la marge une meilleure répartition des richesses, sans s'attaquer à la racine du problème, le pouvoir des capitalistes. Son soi-disant radicalisme « contre les élites » le conduit à bien des confusions, dans une idéologie qui mélange progressisme et nationalisme.

Une politique que nous venons de voir à l'œuvre avec la motion de censure de la Nupes, ne formulant aucun sujet de désaccord ni avec la droite, ni avec l'extrême-droite, dans le but de « faire tomber » le gouvernement. Non seulement cette mascarade parlementaire n'avait aucune chance d'aboutir, mais elle ne fait qu'entretenir les ambiguïtés, qui au final profitent aux forces les plus réactionnaires.

Mélenchon a aussitôt déclaré : « *La droite sauve le gouvernement de justesse. Il manquait 50 voix pour éjecter le gouvernement. Nous sommes prêts pour la relève* »... Comme si le pouvoir avait tremblé et surtout, comme si la question du poids de l'extrême-droite dans le vote de cette motion ne se posait pas. Quel aveuglement de ces jeux parlementaires et de la politique de la phrase, visant à « renverser » Macron pour mettre Mélenchon 1er ministre !

Une politique globale contre le capitalisme et son idéologie réactionnaire

Il est illusoire de combattre l'extrême-droite par des dénonciations morales, des proclamations « antifascistes » unitaires sans une politique pour intervenir dans les luttes de classes réelles, combattant les idées réactionnaires en même temps que le système qui les engendre. Et sans une rupture de fond avec la gauche « populiste » de Mélenchon qui défend la patrie, la République, ses institutions, son État, son armée et sa police.

L'enjeu de la période qui s'ouvre et la responsabilité du mouvement révolutionnaire, est de regrouper largement des travailleurs, des femmes, des jeunes autour d'une politique, d'un programme pour prendre en main la société face au capitalisme de prédation. Un programme qui s'adresse à toutes les couches de la société, la fraction du monde du travail déboussolée qui vote RN, la petite-bourgeoisie ruinée, les artisans asphyxiés par les banques,... en formulant des réponses qui posent la nécessité du pouvoir du monde du travail.

Au coeur de nos débats, la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé et la nécessité d'actualiser la perspective révolutionnaire

Daniel Minvielle (33) - Démocratie révolutionnaire

Un point semble faire accord entre nous : le capitalisme est entré dans une phase de crise aiguë et multiforme dans laquelle il s'enfonce de plus en plus, nous entraînant dans sa faillite. Après le Covid, la guerre en Ukraine est à la fois un révélateur et un accélérateur des bouleversements en cours. Des enchaînements irréversibles se produisent, conséquences de la crise du capitalisme financiarisé mondialisé et des politiques des classes dominantes censées y remédier.

C'est une situation inédite, signe que le développement du capitalisme a atteint ses limites historiques, signe de sa faillite, un tournant majeur à l'échelle internationale.

L'enjeu du congrès devrait être de prendre en compte cette évolution du capitalisme, des rapports entre les classes pour discuter stratégie et programme. Et c'est à la lumière de ces évolutions que se discutent les deux orientations en présence au congrès, faire du NPA le flanc gauche de la Nupes, ou avancer dans la nécessaire refondation du NPA autour de la compréhension de la période et de l'actualisation de la perspective révolutionnaire.

La spécificité historique du capitalisme financiarisé mondialisé

Le capitalisme, à plus ou moins long terme, ne nous offre pas d'autre perspective qu'une régression sans fin sur une planète où la vie devient peu à peu impossible. Dire cela n'est pas du catastrophisme, c'est prendre la mesure de l'évolution engagée, de ce à quoi elle mène.

Le soutien des Etats et des banques centrales après la crise de 2007-2009 a sauvé le système tout en aggravant la maladie. La guerre en Ukraine, l'inflation mondialisée, la crise de l'énergie, l'emballement du réchauffement climatique, la pandémie du Covid sont autant de signes que la maladie chronique qui touche le moteur même du capitalisme, l'accumulation du capital, est entrée dans une phase aiguë.

Devenu pléthorique, ce dernier ne trouve plus assez d'opportunités d'investissements dans la production. L'exploitation du travail humain ne produit plus assez de plus-value au regard des investissements qu'elle exige. Le marché se rétrécit alors que la masse de capitaux explose du fait de l'intervention des Etats et des Banques centrales qui maintiennent la machine à profits sous perfusion, opérant un gigantesque transfert de richesses. Confronté à un ralentissement chronique des gains de productivité, le capital n'a pas d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, la concurrence généralisée et la guerre.

En 1916, dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine montrait comment le capital, englué dans une crise profonde, avait trouvé une nouvelle perspective de développement dans les conquêtes impérialistes. De la même façon, la mondialisation libérale commencée dans les années 1980 répondait à la crise mondiale des années 1970. Aujourd'hui, alors qu'il a globalisé le marché et la concurrence, il n'est plus possible au capitalisme de répondre à sa crise par une politique d'expansion géographique. Il est à bout de souffle, de plus en plus parasitaire et prédateur, destructeur, générateur d'un état de guerre permanent, devenu hors contrôle.

Les réponses des dirigeants économiques ou politiques, soumises aux impératifs à courte vue de la sauvegarde du système face au mécontentement croissant des classes populaires ne peuvent qu'aggraver la situation, de façon accélérée. Et si personne d'entre nous ne croit qu'un « *bon gouvernement* », « *Mélenchon premier ministre* », pourrait y changer quelque chose, pour répondre à cette impasse, nous ne pouvons pas nous contenter de proclamations révolutionnaires. Nous avons besoin de redonner crédibilité à la possibilité de la transformation révolutionnaire, à notre programme, sans entretenir les confusions autour de l'illusion d'une « *gauche de combat* ».

Actualiser la stratégie et le programme révolutionnaire

Cette tâche n'est pas un travail abstrait d'élaboration mais bien la prise en compte des bouleversements sociaux et politiques en cours provoqués par l'évolution des rapports entre les classes sous la pression de l'offensive capitaliste. Le prolétariat n'a jamais eu une telle puissance à l'échelle internationale tant sur le plan numérique, de ses liens et de sa coopération que sur le plan de ses capacités à l'auto-organisation, à utiliser toutes les possibilités qu'offrent les nouvelles technologies. Le monde est traversé par une profonde contestation sociale qui a atteint une intensité nouvelle depuis plus de 10 ans, véritable « mondialisation de la révolte » dont la dernière en date est la puissante révolte des femmes en Iran, force motrice d'une nouvelle révolution montante qui entraîne avec elle toutes les couches sociales victimes de la dictature religieuse des mollahs et de l'armée. La lutte des migrants pour échapper à la misère et à la guerre participe de cet essor des luttes de classes.

Il n'y a pas de raccourci ni de médiation ni de proclamation qui puissent nous épargner ce travail collectif qui devrait nous rassembler -les 3 plates-formes l'abordent chacune à sa façon-, et nous permettre de dépasser les divergences tactiques entre fractions. La refondation du NPA passe par cette étape indispensable. Elle représente plus largement la réappropriation de l'héritage du trotskysme dans une période radicalement nouvelle.

Face à l'impasse de la Nupes et du populisme de gauche, surmonter le sectarisme et oeuvrer à l'unité des révolutionnaires

Isabelle Ufferte (CPN 33) – Démocratie Révolutionnaire

Dans une récente interview en marge de la fête de Bordeaux, Philippe, porte-parole du NPA, expliquait « *Il y a une partie du mouvement qui entend militer de manière plus ouverte sans être neutralisé par les conflits internes [...] On entend être présent pour mettre la pression sur cette gauche qui est en train de se reconstruire. On pense qu'il faut aller vers plus de radicalité, mais on a tout à intérêt à sortir du sectarisme [...] On peut jouer à l'infini le jeu du gauchisme et faire les*

malins à coups de petites phrases, ça ne changera pas les choses. On a envie d'être efficace ». Ou encore « La colère est dans la tête des gens. Il y a aussi la peur de l'avenir, pour la planète. Pourtant, c'est le sentiment d'impuissance qui domine. Notre mouvement doit libérer les cerveaux ».

Mais qui peut sérieusement penser que se placer en dépendance de la Nupes, car c'est bien de cela qu'il s'agit vu le rapport de force et pas de « *faire pression* » sur elle, peut permettre un tant soit peu de « *libérer les cerveaux* » ?

Chacun sait que le populisme de gauche prépare des lendemains douloureux au monde du travail et aux opprimés... De Mitterrand à Jospin et Hollande, la gauche au pouvoir a mis en œuvre l'offensive libérale, et un certain nombre des ministres d'alors sont membres de la Nupes, en commençant par Mélenchon. Les travailleurs ont durement payé les illusions qu'ils avaient eues, une situation sur laquelle l'extrême-droite a su prospérer. Les expériences depuis de Podemos, de Syriza... ou encore du PT brésilien sont riches d'enseignements.

Alors oui, l'Union Populaire puis la Nupes ont pour une part réussi à canaliser sur un terrain électoral et institutionnel le renouveau des luttes qui remettaient pourtant en cause les trahisons de la gauche politique et syndicale et cherchaient des réponses radicales. Même si depuis l'engouement s'est en partie tassé, Mélenchon a réussi à donner aux illusions réformistes qu'il vend la forme d'un programme anticapitaliste radical plus crédible pour de nombreux travailleurs et jeunes que les appels à une « gauche de combat » de notre candidat ou que les « leçons » révolutionnaires de Lutte Ouvrière malgré la sympathie pour les idées révolutionnaires.

Et il faudrait aujourd'hui essayer de mettre le crédit du NPA et ses militant.es, de notre « radicalité » au service de la Nupes ou de son aile « anticapitaliste » ? L'enjeu est au contraire de nous regrouper et de réactualiser le programme révolutionnaire, non comme un avenir hypothétique mais en l'inscrivant dans la réalité de la lutte de classe et de l'évolution de la faillite du capitalisme, en s'adressant à la révolte et à l'aspiration à changer la société de toute une fraction de notre classe et de la jeunesse. Seuls ces débats, cette élaboration collective peuvent nous permettre de surmonter nos divisions. Ils exigent d'avoir une politique vis-à-vis de l'ensemble du mouvement révolutionnaire et de s'interroger sur nos bilans et difficultés collectives.

Les succès de Mélenchon renvoient aux difficultés et responsabilités du mouvement révolutionnaire

En 2002, les 3 candidats trotskistes rassemblaient plus de 10 % des voix à la présidentielle, bien loin des 1,4 % obtenus au total par le NPA et LO cette année. Nous n'avons, alors que de larges fractions de la population regardaient vers nous, collectivement pas été capables d'appeler à se regrouper autour d'un programme révolutionnaire, de porter la perspective socialiste et communiste autrement que de façon proclamatoire ou comme une utopie.

En 2009, la création du NPA a été une tentative de surmonter les divisions et d'œuvrer au « regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires ». Un pas en avant combattu par Lutte Ouvrière et par une partie de l'ex-LCR avec plusieurs départs vers le Front de Gauche, la GU dès 2009, Ceta et, en 2012, la GA avec une partie de la direction et une des deux porte-parole.

Faute d'avoir su ou voulu trancher les débats laissés ouverts et formuler une stratégie et un programme révolutionnaire, le NPA ne pouvait pas faire face à l'offensive du populisme de gauche de Mélenchon. Le débat sans cesse remis a laissé le NPA entre deux orientations. Il ne peut être reporté.

Trancher entre deux orientations

Il nous faut rompre avec l'impasse de la politique engagée il y a plus de deux ans avec les alliances avec LFI aux municipales de Bordeaux puis aux régionales en Nouvelle Aquitaine et Occitanie. Une politique qui a été le fil conducteur de la présidentielle et s'est concrétisée dans les négociations aux législatives avec l'UP élargie au PC et aux Verts... jusqu'à l'appel à voter Nupes presque partout, y compris contre des candidats du NPA.

Il est urgent de tourner la page, d'affirmer une orientation révolutionnaire et de construire le lien entre notre programme et la stratégie révolutionnaire. Sans s'arrêter au milieu du gué comme le font les camarades de la PFA en essayant de concilier refondation d'un NPA révolutionnaire et politique vis à vis de LFI sous couvert de front unique.

Cette refondation ne peut se faire qu'en rompant avec les divisions sectaires du mouvement révolutionnaire, en pensant le NPA comme un instrument du rassemblement des révolutionnaires en vue de la construction d'un parti du monde du travail, pour la révolution. C'est le sens de la motion 3 que nous portons.

Guerre en Ukraine, préparatifs de guerre autour de Taïwan, la lutte pour la paix et le droit des peuples, une lutte de classe internationaliste

François Minvielle (33, Comité Bordeaux-Nord), Démocratie révolutionnaire

Avec les enjeux de la guerre en Ukraine, le renforcement de la dictature de Xi Jinping face à une politique de plus en plus agressive des USA, et la menace de guerre pour la « réunification » des deux Chines, mettent au centre des questions politiques la lutte contre le militarisme, pour la paix et le droit des peuples.

Biden, dans la continuité de Trump, poursuit les sanctions commerciales et industrielles contre l'Etat chinois. La compétition entre capitaux se poursuit sur le terrain du militarisme. Le Pentagone vient de publier dans un rapport que « *le*

danger le plus profond et le plus grave pour la sécurité nationale des États-Unis, ce sont les efforts coercitifs et de plus en plus agressifs de la Chine ». L'administration US se fait particulièrement provocante avec ses patrouilles de la Navy dans le détroit de Taïwan. Biden promet pour 1,1 milliards d'armes à Taïwan et l'envoi de son armée en cas « *d'attaque sans précédent* » de l'île.

L'UE emboîte le pas. Une note récente prévient les 27 pays membres : « *nous nous dirigeons vers une concurrence totale sur le plan économique mais aussi politique.* »

L'Etat chinois répond par la concurrence économique et financière, l'extension de ses zones d'influences, le contrôle de matières premières, la militarisation de la Mer de Chine, etc. Xi Jinping assume l'intensification des tensions : « *Nous œuvrerons ... pour une réunification pacifique [avec Taïwan], mais nous ne renoncerons jamais au recours à la force* »... Les sommets de l'Etat chinois sont bien incapables de sortir du piège qu'ils contribuent à mettre en place, un scénario identique à celui qui a conduit Poutine à agresser l'Ukraine. D'ailleurs, au congrès qui l'a reconduit, Xi a annoncé qu'il fallait que la Chine se prépare à faire face à la même politique d'enserrement qu'a subie la Russie : « *Les tentatives d'endiguement venues de l'extérieur risquent de s'aggraver à tout moment* ».

Une logique folle est en marche, excitée par le rétrécissement des marchés et la crise globale du capitalisme. Elle s'accompagne de déclarations nationalistes des deux côtés, visant à embrigader les populations.

La complexité des relations économiques et de la concurrence internationale qui nourrit la montée du militarisme et du nationalisme, les menaces de guerre, disqualifient les visions unilatérales « *qui a agressé le premier ?* » ou « *qui a déclenché la guerre ?* ».

Nous avons besoin d'une tout autre boussole que cette lecture imposée par l'OTAN pour dédouaner les responsabilités des vieilles puissances dans la montée des tensions jusqu'à la guerre et leur instrumentalisation du nationalisme ukrainien provoquée par l'odieuse agression de Poutine.

Loin d'aider à s'émanciper de cette propagande, la position des camarades de la PFB, reprenant celle de la IV, y a cédé par bien des côtés, notamment en présentant la défense de l'Etat ukrainien comme « *une lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* » en réponse à l'agression russe, une « *guerre impérialiste en Ukraine* », jusqu'à revendiquer l'envoi d'armes à l'Ukraine, comme si cela pouvait échapper aujourd'hui à la férule de l'OTAN et des USA.

La PFA de son côté fait le lien entre guerre et « *la crise de rentabilité* » du capital, ce qui est effectivement déterminant, mais se contente de parler d'un « *retour des guerres impérialistes* » comme si l'histoire était un simple recommencement.

La PFC, que Démocratie révolutionnaire soutient, dénonce « *les unions sacrées* » et affirme clairement que la seule façon d'en finir avec le militarisme et la guerre est « *la perspective de renverser le capitalisme* », mais il nous reste à construire le lien entre les évolutions du capitalisme et cette perspective stratégique. Elle ne peut rester une proclamation associée à une condamnation morale aussi légitime soit-elle. C'est bien l'enjeu de la discussion.

Dans les trois PF, les camarades font référence à l'impérialisme ou à des « *conflits inter-impérialistes* », sans préciser le contenu de ces notions et le sens qu'elles prennent aujourd'hui. Nous ne sommes plus à l'époque où le capitalisme trouvait un nouveau souffle en se lançant dans des offensives guerrières pour conquérir de nouveaux marchés...

La situation mondiale est celle d'un capitalisme à bout de souffle, dont le militarisme est une fuite en avant pour retarder l'effondrement, un état de guerre permanent où les grandes puissances tentent d'instrumentaliser les rivalités entre puissances et Etats capitalistes. Oui, une crise globale de rentabilité du capital où, comme nous l'écrivons dans notre motion 1, « *Les gains de productivité ne répondent plus aux besoins du capital qui n'a d'autre choix que d'extorquer toujours plus de plus-value absolue par la surexploitation, la violence, le pillage, une concurrence généralisée, le militarisme et la guerre.* »

Il me semble que c'est bien là le centre de la discussion, l'appréciation de la nouvelle phase de développement du capitalisme pour donner un contenu concret à notre choix stratégique révolutionnaire internationaliste, seule perspective possible pour la lutte pour la paix et le droit des peuples, une discussion repoussée depuis la fondation du NPA pour laisser place à une confusion qui a produit notre crise actuelle.

[Retour au sommaire](#)

Contributions des camarades de DR dans le BI de discussion n°2 du 18 novembre 2022

Face aux dirigeants du monde qui préparent la guerre : quelle politique pour les révolutionnaires ?

François Minvielle (33, Comité Bordeaux-Nord), Démocratie révolutionnaire

La fuite en avant de la PFB défendant sur tous les tons une scission du NPA rend bien difficile dans les AG et le BI des échanges sur les évolutions du capitalisme financier mondialisé, son pourrissement, la montée du militarisme et de la guerre.

Cette discussion est pourtant indispensable entre révolutionnaires pour répondre à la folie destructrice du capitalisme et formuler une politique qui trouve l'écoute des jeunes et des travailleurs qui assistent à ces évolutions, entre impuissance, colère, révolte...

Le 9 novembre, devant un parterre de haut gradés, Macron a présenté la « *Revue nationale stratégique 2022* », document qui fixe la stratégie militaire de l'Etat pour les années à venir dans un « *nouveau contexte stratégique... la question de notre souveraineté et de notre résistance dans un monde interdépendant prend un tour nouveau.* »

La bourgeoisie et l'État français emboîtent le pas au Pentagone pour qui « *le danger le plus profond et le plus grave pour la sécurité nationale des États-Unis, ce sont les efforts coercitifs et de plus en plus agressifs de la Chine.* »

La Revue désigne elle-aussi la Chine comme le danger principal qui veut « *supplanter les États-Unis comme première puissance mondiale.* » Elle veut préparer toute la société à « *une compétition exacerbée avec la République populaire de Chine.* » Elle prévoit une évolution « *de la compétition à la confrontation stratégique* », c'est-à-dire de la concurrence vers la guerre.

Après « *l'invasion de l'Ukraine par la Russie ... un glissement stratégique* », le document évoque les tensions autour de Taïwan, les concurrences en Afrique, Moyen orient, Océan indien, le positionnement de la Chine par rapport à la Russie, la possibilité qu'elle gagne en influence auprès des pays dits émergents, la « *désinhibition de puissances globales et régionales* », etc. : un passage en revue des différentes crises susceptibles de dégénérer en conflit et qui justifie que l'État se prépare au « *passage à une économie de guerre.* »

Depuis des années, des hauts gradés exigent publiquement d'avantage de moyens pour l'armée. Aujourd'hui, ils appellent à s'adapter au changement stratégique. De Villiers, ancien chef d'Etat-major, revendiquait récemment le passage d'une armée d'opérations extérieures limitées, à une armée pour faire face à « *une guerre de haute intensité.* »

Dans le même sens, la Revue annonce le renforcement des alliances dans l'OTAN et l'augmentation des budgets militaires. Des 2 % du PIB pour les armées promis par Macron pour 2025 (environ 1,7 % aujourd'hui), on pourrait aller vers 2,5 %, alors que le budget s'élève déjà à 43,9 milliards d'euros, 11,5 milliards de plus qu'en 2017.

Et la Revue insiste sur la nécessité de l'union nationale, « *une France unie et résiliente* », pour faire supporter la facture et embrigader l'opinion pour la guerre, « *promouvoir durablement l'esprit de défense dans la société et l'Etat* », avec « *la montée en puissance du service national universel* » pour la jeunesse.

Les USA et leurs alliés mènent une propagande militariste et guerrière. Ils prétendent défendre la démocratie contre la Chine, « *le seul compétiteur qui a l'intention de reformater l'ordre international* » (rapport de l'administration US). Biden a rencontré Xi Jinping avant le G20 pour « *gérer la compétition* » a-t-il prétendu et faire un peu baisser les tensions... avant que la logique de la concurrence les exacerbe à nouveau.

Quelle appréciation avons-nous de cette situation ? Quels moyens nous donnons-nous pour faire entendre sans ambiguïté notre opposition à toute union nationale, à la propagande guerrière ? Pour faire comprendre le lien entre le durcissement de l'exploitation, la faillite du système, la montée du militarisme ? Et pour faire partager que la seule issue pour les classes populaires, pour la paix, le droit des peuples, passe par la lutte de classe et l'internationalisme.

Commencer à répondre à ces questions implique de préserver une indépendance de classe plutôt que de s'adapter à l'opinion des milieux de la gauche populiste associée aux scories de la vieille gauche libérale. LFI comme la NUPES se revendiquent de la souveraineté et de la défense nationale, ayant tous fait leurs preuves à la tête de l'État (Mélenchon ministre pendant la guerre en Afghanistan, PS, PC, EELV...). Le « *soutien à la résistance ukrainienne* » qui ne voit que l'odieuse agression de Poutine et ignore l'évidence, la responsabilité directe des USA et de l'Otan dans la guerre, leurs objectifs bellicistes, entretient la confusion et mêle nos voix au concert national dominant. Toute politique contre la guerre suppose une totale indépendance vis-à-vis de l'opinion dominante et face à notre propre État et notre propre bourgeoisie.

C'est le sens de la motion 1 que Démocratie révolutionnaire soumet à la discussion et au vote du congrès. Engager le débat sur notre politique face à la guerre, c'est aussi plus largement engager le débat sur la période, nos tâches, actua-

liser la perspective internationaliste et révolutionnaire dans un manifeste qui définit ce qui nous rassemble dans le même parti. C'est le sens de notre troisième motion.

Devenir la section française de la IV ou « la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale » ? Deux orientations en contradiction

Yvan Lemaitre (91- CE-CPN)

Dans leur texte, les camarades de la pf B écrivent au sujet du travail international : « *Enfin, afin d'élargir nos débats aux expériences qui ont lieu dans le monde entier, nous avons besoin de fortifier nos liens avec la IVe Internationale, de renforcer et collectiviser notre participation à ses activités, en particulier dans la jeunesse, de nous enrichir de ses débats et élaborations, mais aussi de discuter des formes de ce travail commun, et d'initier un processus de discussion quant à la formalisation de nos relations avec la IV.* » En un mot, de rapports privilégiés qui, de fait, existaient depuis le début du NPA, la fraction animée par les membres de la IV voudraient faire du NPA la section française de la IV. D'une certaine façon, comme ils le disent et redisent au sujet de leur volonté de « séparation », ce ne serait qu'entériner une réalité de fait. Sans aucun doute et nous abordons là la question des choix politiques qui ont conduit à la crise actuelle, ce qui renvoie au congrès de la IV et à celui du NPA de 2018. Le premier a souligné avec force la pertinence de la stratégie dite des partis larges qui, de fait, était rentrée en contradiction avec les projet du NPA de rassemblement des anticapitaliste et des révolutionnaires. Le second a mis en place une minorité de direction qui n'a pas dissimulé ses objectifs tant du point de vue de l'orientation que de sa détermination à mener la lutte politique et organisationnelle contre les autres fractions. Le CCR, rattaché à un autre courant issu de la IV, militant pour sa reconstruction, en a été la première cible.

Les camarades appliquent méthodiquement leur plan visant et à « la séparation » et à faire du NPA la section française de la IV. Les deux volets d'une même orientation dont le contenu se résume à la politique dite « de la gauche de combat ».

Il est clair que cette démarche conduit à la liquidation du projet du NPA, si ce n'est du NPA lui-même. Pour mémoire et pour bien des camarades qui n'ont pas participé à la fondation du NPA, il est écrit dans ses principes fondateurs : « **Notre parti cherche à se lier à toutes les forces qui, dans le monde entier, luttent avec le même objectif. C'est pourquoi le NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires dans le monde dans la perspective de la constitution d'une nouvelle internationale.** »

Le projet actuel de la Pfb est en opposition avec l'orientation du NPA à ses origines qui s'était traduite, dans ses débuts, par un réel travail visant à établir ces liens de coopération et d'échange, non sans succès, sans réussir cependant, il ne s'agit pas de se bluffer, à surmonter les divisions et les réflexes sectaires mais néanmoins en engageant un processus qui avait valu au NPA un réel crédit et rayonnement. De toute évidence, Le NPA représentait alors une démarche inédite au sein du mouvement révolutionnaire.

Et c'est cet acquis qu'il faut aujourd'hui défendre !

Le recul provoqué par le départ de la Gauche anticapitaliste a engagé un processus inverse, le repli des camarades de la IV sur eux-mêmes jusqu'à la situation absurde qui domine ce congrès.

Il nous faut préserver la démarche initiale du congrès fondateur. Nos camarades de la Pfc écrivent : « *Dans ce cadre, écrivent-ils, les liens historiques entre le NPA et la IVème internationale, ex-SU, sont importants. Il s'agit de les renforcer mais au-delà, de renforcer et chercher à établir des liens avec l'ensemble des courants révolutionnaires internationaux, d'accumuler les expériences, les comparer, les confronter, donner corps à la pratique révolutionnaire et à la démocratie ouvrière.* » Oui bien sûr, nous devons préserver les liens et la coopération avec la IV, sans exclusive et en toute clarté sur les divergences que nous avons avec son orientation.

Notre travail international ne peut se limiter à l'échange d'expérience et aux coopérations pour insister sur la discussion politique sur la période et nos tâches communes. Cela est vrai sur la question des rapports avec les courants populistes de gauche, voire l'expérience de Podemos en Espagne, la politique des partis larges, et notre propre stratégie de construction d'un parti, la question de l'extrême droite, de l'offensive réactionnaire qui est une des caractéristiques dominantes de la situation et aussi et peut-être surtout la question de la guerre en Ukraine, du militarisme de l'offensive bellicistes des USA et de leurs alliés, de l'Otan. **Ces trois points sont l'objet des 3 motions défendus par Démocratie révolutionnaire.**

Force est de constater que la position de l'ex-SU, développée par la Pfb, est l'objet de divergences importantes. Faire porter la responsabilité de la guerre au seul Poutine et à « l'impérialisme russe », représenter la guerre par procuration que mènent les USA et l'Otan comme une guerre de libération nationale, l'Ukraine comme un pays indépendant alors qu'elle est dominée par les oligarques qui la pillent, Zelensky qui sert ces prédateurs et les grandes puissances impérialistes qui financent et arment son État et son armée, ne participe pas d'une politique de classe internationaliste.

Cette orientation des camarades de la IV reste prisonnière de l'opinion de la gauche dite radicale étroitement dépendante de la Nupes. Elle n'affronte pas l'opinion dominante entretenue par la propagande officielle. Rompre avec ces

confusions opportunistes et ce sectarisme sur sa gauche implique pour nos camarades de renouer avec l'indépendance politique vis à vis de la gauche.

Fin du mois, fin du monde, la catastrophe écologique élément de la déroute globale du capitalisme qui exige une réponse globale, internationaliste

Bruno Bajou (NPA33) - DR

Dans le cadre de la préparation du congrès, toutes les plateformes soulignent à quel point la question écologique est un enjeu crucial. Un des intertitres de la plateforme B est même « *écosocialisme ou barbarie : l'actualité de la révolution* ». Cependant, bien souvent, l'écologie est posée comme une question à part, ramenée aux « *nouvelles expériences dans la lutte des classes* » qu'il faudrait intégrer comme le féminisme et les luttes antiracistes et aussi la justification de la recherche permanente d'unité avec d'autres courants, parfois éloignés de la lutte des classes... Si nous sommes bien évidemment partie prenante de tous ces combats, reste la difficulté, et donc l'enjeu du débat entre nous, à prendre la mesure du tournant de la période. Car la crise écologique n'est pas une dimension secondaire, à part, de la faillite globale du capitalisme dont elle est au contraire une composante essentielle, de par sa dimension mondiale, de par l'ampleur de ses conséquences comme de par les évolutions de conscience, les ruptures que provoque l'incurie des classes dominantes.

L'augmentation du nombre et de l'intensité des catastrophes liées à l'accélération du réchauffement climatique confirme l'importance des enjeux de cette crise, et cela rend d'autant plus insupportable et révoltant le cynisme des chefs d'Etat et des multinationales qui s'étale à l'occasion de la COP27 qui se tient dans l'Egypte du dictateur Sissi.

Comme cela souligne aussi l'hypocrisie de tous les partis politiques institutionnels de la NUPES, d'EELV à la FI, qui cherchent à s'appuyer sur les légitimes inquiétudes et colères que suscite le réchauffement climatique pour recycler les mêmes illusions réformistes sur la possibilité d'y faire face avec un bon gouvernement de gauche. Et le fait que nous côtoyons leurs militants dans les mobilisations ne change rien à l'impasse que représente cette politique qui n'envisage d'issue à la crise écologique que dans le cadre du capitalisme et de ses institutions.

La crise écologique n'est pas déconnectée de la faillite actuelle du capitalisme mondialisé et du contexte de guerre, d'aggravation des rivalités économiques, de montée du militarisme, de spéculation sur les prix des énergies, qu'elle entraîne.

Ce n'est pas un problème à part qui justifierait de discuter en urgence de solutions spécifiques, locales, indépendamment de la lutte des classes. La crise écologique n'échappe pas à la réalité de la guerre sociale que les classes dominantes mènent avec de plus en plus de violence et c'est sur ce terrain que nous devons la poser. C'est ce qui nous différencie des courants de l'écologie politique même les plus radicaux, qui ne se situant pas sur le terrain des luttes sociales, restent le plus souvent prisonniers d'une critique morale de la société de consommation, du productivisme.

Dans le contexte de crise globale, d'instabilité économique et financière, de guerre économique permanente, de montée du militarisme, de guerre, la question de la crise écologique rejoint la question sociale et politique. C'est un seul et même combat, une même lutte des classes contre la domination des classes exploiteuses, contre la mainmise des multinationales sur toute la vie sociale, contre les Etats qui en servent les intérêts, contre le militarisme conséquence de leurs rivalités.

Parce que la crise écologique est une des manifestations des limites historiques que le développement du capitalisme a atteint, il n'y a pas d'autre issue pour la résoudre que de rompre avec cette logique infernale de la course au profit capitaliste.

Pas d'autres issues que de construire une autre façon de produire et d'échanger, ce qui veut dire changer de mode de production, remettre en cause la propriété capitaliste et la domination des multinationales et pour cela, s'organiser pour la transformation révolutionnaire de la société.

C'est ce qui donne toute sa radicalité à la question écologique. Non pas dans une surenchère de revendications ou de modes d'action qui semble être ce qu'il y a de plus radical dans le mouvement écologiste mais dans le lien que nous faisons entre les causes profondes de la crise écologique et les contradictions du capitalisme qui ont conduit à sa faillite globale.

« *Coopérer ou périr* » a lancé le secrétaire de l'ONU à la COP27, la première condition pour cette indispensable coopération est de rompre avec l'ordre social actuel, en prenant directement, collectivement, le contrôle de la marche de la société pour imposer d'autres choix sociaux. C'est bien pour cela que seul le monde du travail est à même d'ouvrir cette perspective, comme une réponse globale qui s'inscrit pleinement dans la lutte internationale contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, pour une transformation révolutionnaire de la société. Et pour cela il a besoin de son propre parti, en rupture avec toute forme de recomposition à gauche, d'union avec les partis de la gauche populiste ou les Verts libéraux.

3 motions de Démocratie révolutionnaire en soutien et complément de la Pfc

Démocratie révolutionnaire

Les camarades du Regroupement des 3-4 octobre, la pfb, semblent s'enfermer dans leur fuite en avant scissionniste. Ils l'écrivent et le disent et redisent dans les AG, « *il faut se séparer* » ! Ils prétendent donner des leçons d'ouverture et de travail de masse, en réalité ils se comportent en fraction sectaire contre leurs propres camarades de parti et opportuniste qui croit avoir trouvé la pierre philosophale, « *une gauche de combat* », la politique unitaire...

Ils savent que leur politique est vouée à l'échec. Mais, plutôt que de s'atteler à élaborer collectivement une politique confiante en nos idées, dans le marxisme, dans la révolte qui couve au sein du monde du travail, de la jeunesse, dans les luttes de femmes, ils cherchent un cadre auquel se raccrocher, LFI, la NUPES, la politique inaugurée par Philippe avec Bordeaux en lutte lors des municipales de 2020.

Cette crise majeure de notre organisation menacée d'éclatement après que le CCR a été poussé à la scission et que l'ancienne majorité a rompu avec LO participe de celle du mouvement révolutionnaire qui ne cesse de se balkaniser, conséquence de nos difficultés à formuler une stratégie, un programme, une politique qui répondent aux besoins de la nouvelle période, prisonnier de notre passé, des références à un trotskysme hors de l'histoire. Le capitalisme plonge l'humanité dans une régression généralisée et les révolutionnaires poursuivent inlassablement leur travail d'autodestruction.

Mettre en échec cette fuite en avant nous impose de nous rassembler, nous unir tout en menant la discussion que nous ne pouvons plus repousser sur la période et les tâches seule voie pour sortir de cette logique mortifère.

La première grande question à laquelle nous sommes confrontés est celle de la guerre, **notre première motion : « Contre la folie guerrière de Poutine, contre les USA et l'Otan, auteurs de guerre, pour une paix démocratique respectant le droit des peuples, solidarité internationaliste des travailleurs. »**

La dénonciation de l'agression réactionnaire et barbare de Poutine doit s'accompagner d'une dénonciation de la politique des USA et de leurs alliés, l'Otan, dont l'État français, qui mènent une guerre par procuration contre la Russie avec en ligne de mire la Chine. Nous ne pouvons laisser le moindre doute sur notre opposition à la propagande belliciste qui façonne l'opinion à la militarisation du monde, aux objectifs militaires des USA et de l'Otan. La lutte pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes dépend de la capacité des exploités à s'unir par-delà les frontières. La dénonciation de la guerre se combine avec la dénonciation de l'offensive des classes dominantes, la régression sociale, l'inflation, la menace de récession comme de la catastrophe écologique. La faillite du capitalisme ne peut connaître d'autre issue progressiste que l'intervention directe des travailleurs et des peuples pour la paix, la démocratie, les droits sociaux.

Cette question rejoint celle de la lutte contre l'extrême droite et la montée des idées réactionnaires, **notre deuxième motion : « La lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre l'offensive d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale »**

Cette lutte ne peut se réduire à des proclamations antifascistes, antiracistes ou à la recherche d'un introuvable front unique. Elle s'inscrit dans la lutte de classe pour armer les consciences, porter et populariser un programme qui s'adresse aux plus larges masses, prolétariennes, populaires y compris à la petite bourgeoisie écrasée par l'offensive capitaliste. L'offensive réactionnaire est le complément de l'offensive économique et sociale. Y répondre participe d'un même mouvement social et politique, une bataille de masse pour rendre crédibles les mesures d'urgence qu'exige la situation, un programme de transition pour imposer le contrôle des travailleurs vers la conquête de la démocratie, du pouvoir vers le socialisme.

Une telle orientation pour répondre à la déroute du capitalisme financiarisé mondialisé qui exacerbe les tensions entre les classes et les nations, pose la question de la construction d'un parti pour la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes et de la place du NPA dans ce combat. C'est l'objet de **notre troisième motion : Refonder le NPA, faire vivre la démocratie, reconstruire le lien programme et stratégie révolutionnaires pour oeuvrer à notre unité**

Sur ce chemin, il n'y a pas de raccourci. Le populisme de gauche de LFI, le nouveau réformisme axe du regroupement de la vieille gauche intégrée au libéralisme, la Nupes, est une impasse. Il n'y a pas de place pour le réformisme à l'heure du capitalisme financiarisé mondialisé. Les rapports de classes se tendent à l'extrême, la politique « *pour une gauche de combat* » est une impasse. L'heure est à la construction d'un parti de classe qui ouvre une perspective à celles et ceux qui ont rompu ou rompent avec la gauche, les jeunes qui s'engagent en politique, les luttes des femmes, le combat des migrants, un parti internationaliste s'inscrivant dans une stratégie révolutionnaire.

Le NPA doit prendre toute sa place dans ce combat. Pour cela il faut le refonder. Le rassemblement autour de la Pfc est une étape vers la constitution d'une nouvelle direction empêchant la liquidation du NPA pour mettre en œuvre une orientation révolutionnaire combinée à des pratiques démocratiques. Une étape aussi, comme cela est écrit dans le texte de la Pfc, vers l'élaboration d'un manifeste qui définisse ce qui nous regroupe et fonde notre parti, composante ouverte et unitaire de l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

« Centralisme démocratique » ou démocratie, vivante, révolutionnaire ?

Galia Trépère (91) CPN, DR

La PFB justifie son offensive contre les fractions par le respect du « centralisme démocratique », une formule de contenu très variable qui mériterait précisions et redéfinitions au regard des significations que lui a données l'histoire. Bien sûr en y faisant référence, les camarades ne pensent pas à la monstrueuse caricature qu'en ont faite les partis staliniens. Bien évidemment. Cependant le mouvement trotskyste lui-même, bien que né de la lutte contre ces caricatures, n'a pas échappé à ces pratiques d'exclusion au nom du centralisme démocratique. On le voit, la notion mériterait d'être revisitée et questionnée plutôt que d'être ainsi reprise comme une évidence qui plus est pour une fois encore limiter... la démocratie !

La B propose « *de discuter de mesures d'urgence visant à rétablir un fonctionnement fondé sur le centralisme démocratique* ». En réalité des mesures qui conduiraient à la liquidation du droit de fraction. Elles définissent un tout autre parti que ce qu'était le NPA à sa fondation. Ainsi cette règle « *le tract hebdo est l'éditorial utilisé par défaut pour tous les bulletins diffusés par les comités, sur lesquels les seules coordonnées de contact sont celles du NPA. Il peut être ajusté à la marge localement, le verso permet de diffuser des informations locales ou adaptées au lieu de distribution.* »

Cette injonction va à l'encontre d'un des points essentiels de nos statuts : « Le comité est l'organisme de base du NPA ». « *Le comité gère librement ses activités dans le cadre des orientations nationales et locales fixées par les congrès. Il dispose d'une autonomie d'adaptation de ces orientations aux réalités locales.* »

Un des acquis du NPA est justement d'avoir rompu avec ces pratiques bien peu démocratiques de la plupart des courants révolutionnaires. Notre courant Démocratie révolutionnaire les a bien connues dans Lutte ouvrière quand nous en avons été exclus en mars 1997 parce que nous étions en désaccord avec le repli sectaire de LO dont la direction avait choisi d'abandonner une politique de mise en œuvre de l'appel à la construction d'un parti des travailleurs lancée par Arlette Laguiller au soir du premier tour de l'élection présidentielle en avril 95.

Nous écrivions alors : « *Notre exclusion et la façon dont elle s'est déroulée, qui révèlent l'incapacité de la direction à créer les conditions d'une discussion large et ouverte exprime des problèmes politiques plus généraux. Le formalisme organisationnel est le pendant d'un formalisme politique. Il y a ce que l'on dit et ce que l'on fait, tout est vidé de contenu réel, le centralisme démocratique comme notre programme. Cela s'exprime dans les diverses façons de présenter le plan d'urgence, plan à géométrie variable, ou l'appel au parti d'Arlette, objectif politique, militant immédiat ou simple appel propagandiste...* »¹

Dix ans plus tard, ce fut le tour de nos camarades de L'Étincelle.

Nous nous sommes pleinement engagés dans la majorité de la LCR qui a lancé le projet du NPA, dans la continuité de notre rupture avec les pratiques de LO, pour engager un processus démocratique d'unité des anticapitalistes et révolutionnaires. Nous n'avons nullement l'intention de revenir en arrière !

La majorité accuse les fractions et les somme de se dissoudre en faisant comme si elle n'était pas elle-même une fraction, qui mène la politique de la IV des « partis larges », mettant l'ensemble des camarades au pied du mur de ses décisions unilatérales comme Philippe l'a fait à Bordeaux et en Nouvelle Aquitaine, en particulier lors des régionales, puis la direction en Occitanie ou en appelant à voter pour les candidats de la NUPES aux législatives y compris contre des candidat.es du NPA désigné.es unanimement par leur fédé.

C'est cette politique qui tend les relations, renforce les divisions.

Sans doute, l'existence de fractions pérennes voire concurrentes représente-t-elle une limite à une élaboration et une politique de construction collectives mais la responsabilité en incombe en premier lieu à la majorité qui veut bannir la gauche du parti et est incapable d'organiser le débat démocratique nécessaire pour appréhender les coordonnées de la nouvelle période. Elle voudrait tourner ainsi la page des années durant lesquelles la direction du NPA avait le souci d'associer et de dépasser les divisions. A l'opposé, l'enjeu de ce congrès est de relancer cette dynamique démocratique ce qui veut dire, vue la profondeur de notre crise, d'engager un processus de refondation du NPA. Il est difficile d'imaginer comment cela pourrait se faire sans un large débat, à l'image de celui qui avait prévalu lors de la fondation du NPA, un large débat entre tou.tes ses militant.es et ouvert vers l'extérieur, vers les autres organisations révolutionnaires telles que LO et les CCR, un débat pour définir les bases politiques, la compréhension de la période et des tâches qui nous réunissent.

Au lieu de vieilles formules et de règlements administratifs, parions sur la confiance et la solidarité que créent l'engagement commun pour les idées de la révolution et une démocratie vivifiante. Un parti, bien plus qu'une démocratie formelle, c'est avant tout une compréhension commune de la période et des tâches.

1 <http://vdt.npa-dr.org/brochures/pagebroch.html> - Fausses raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture. Nos perspectives – mars 1997.